



DANS LE CADRE DE « JAZZ IN MARCIAC » 3 ET 4 AOÛT 2011

# LA FUTURE PAC À L'ÉPREUVE DES BOULEVERSEMENTS DU MONDE



Un document rédigé et publié par la Mission Agrobiosciences

MAA / ENFA  
BP 72368

31326 Castanet-Tolosan  
Tél. 05 62 88 14 50

<http://www.agrobiosciences.org>



## EN PRÉAMBULE

Ce ne sont pas là des actes tels que nous les avons édités jusqu'en 2007, pour ceux qui s'en souviennent. À notre grand regret, depuis cette date, nous n'avons pas été en capacité de produire des restitutions exhaustives.

Ce ne sont pas là non plus des « morceaux choisis », au sens où nous aurions extrait les meilleurs moments, privilégiant telle intervention par rapport à une autre.

Convenons donc qu'il s'agit d'extraits, rédigés au gré de nos possibilités, qui donnent à lire principalement les tables rondes.

Il y manque des temps forts tout aussi importants, tels que le dialogue entre Aurélie Trouvé et Philippe Chalmin, mais aussi les débats et le forum des restitutions. Sans oublier des relectures, telles que celles de Gilles Allaire, de Patrick Denoux, de Jean-Luc Bennahmias et de Stéphane Le Foll. C'est évidemment dommage.

Précisons enfin que ce document s'ouvre sur un article de Jean-Claude Flamant, qui nous a quittés en juin dernier. Un texte qui lui ressemble, dans lequel il faisait part de ses étonnements faussement naïfs et emplis d'enthousiasme.

## SOMMAIRE

- 4 Le programme.
- 6 Étonnantes Controverses,  
un billet de Jean-Claude Flamant.

### EN TOILE DE FOND

- 10 Quand la crise économique  
et financière révèle les faiblesses  
de la construction européenne.
- 14 Géopolitique:  
il nous manque un Lula!

### QU'EST-CE QUI COINCE ?

- 18 Dessine-moi une exploitation.
- 20 Aides agricoles:  
la légitimité à quel prix?

### L'EUROPE ET LE RESTE DU MONDE

- 22 Le cas de la Tunisie: nouvelle  
démocratie, nouvelles coopérations?

### RELECTURES

- 24 Des marges de manœuvre  
sont possibles.
- 26 L'avenir de l'agriculture passe  
par un rééquilibrage de la filière.



## PROGRAMME

# La future PAC à l'épreuve des bouleversements du Monde.

Accès à l'alimentation ici et ailleurs, crises et régulations, emplois et territoires, replis et solidarités, éclatement et cohésion, révolutions et nouvelles coopérations... La future PAC sera-t-elle à la hauteur de ces grands bouleversements qui affectent les équilibres économiques, sociaux et culturels en Europe et ailleurs, fragilisent les populations et remettent l'accent sur les enjeux politiques ? Soyons clairs : si la politique agricole commune de l'après 2013 se cantonne à des lectures techniques, des logiques comptables ou des approches sectorielles, même « reverdies », elle s'égarera hors du champ de ce qui préoccupe les citoyens et de ce qui façonne leur avenir, alors même qu'ils manifestent un intérêt croissant pour les questions agricoles et alimentaires.

Dans ce monde qui change, prendre réellement la mesure de ce que doit être une politique commune qui fasse sens pour l'Europe comme pour ses partenaires et qui dessine un projet collectif pour les citoyens, c'est élargir les horizons, déssectoriser les questionnements, réinterroger les représentations. Car parler de la PAC et faire en sorte que la PAC nous parle, c'est aussi s'autoriser à s'échapper d'un cadre purement instrumental.

Dans une approche internationale, interdisciplinaire, interprofessionnelle et ouverte à tous les citoyens, les 17<sup>es</sup> Controverses européennes de Marciac entendent explorer les limites des raisonnements, pointer les paradoxes, déborder des frontières qui contraignent souvent les réflexions. Un large appel à contributions diffusé en amont, un grand nombre d'intervenants de tous horizons, des lectures critiques par de grands témoins, des temps longs de débat et un forum public sont, parmi d'autres, les éléments qui inviteront à produire une réflexion européenne renouvelée.

Avec les interventions tout au long des débats de deux eurodéputés : **Jean-Luc BENNAHMIA**s (Alliance des Démocrates et Libéraux. France) ; **Stéphane LE FOLL** (Alliance progressiste des socialistes et démocrates. France).  
Et avec les « ponctuations » libres de **Marc GAUCHEE**, essayiste.

## MERCREDI 3 AOÛT

MATIN (10 h 00-13 h 00)

### DÉPASSONS LES BORNES...

Inviter à « dépasser les bornes », c'est s'autoriser à sortir du strict cadre de la PAC, pour appréhender l'ensemble du paysage culturel, politique et économique dans lequel s'élabore une politique commune européenne dans les champs de l'agriculture, de l'alimentation et des territoires ruraux.

OUVERTURE

### DE VOUS À NOUS...

- Ouverture par **Jean-Marie GUILLOUX**
- Intervention de **Philippe MARTIN**, Député, Président du Conseil général du Gers.
- Intervention de **Martin MALVY**, Président du Conseil régional Midi-Pyrénées, ancien ministre.
- Interventions filmées de **Edgard PISANI** (France), ancien ministre ; **Paolo DE CASTRO** (Italie), Président de la Commission agriculture et développement rural du parlement européen, ancien ministre ; **Dacian CIOLOS** (Roumanie), Commissaire européen à l'agriculture, ancien ministre ; **Marion GUILLOU** (France), présidente directrice générale de l'Inra.

### La toile de fond économique : vers l'éclatement ou la cohésion ?

Le contexte de crise économique mondiale, d'endettement des États, d'austérité budgétaire, d'inégalité grandissante des niveaux de vie entre États membres et de « guerre des monnaies »... Comment penser la PAC en excluant ce paysage de fond qui la contraint fortement ?

Une controverse entre deux intervenants : **Jacques LE CACHEUX**, Professeur agrégé des Universités, à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, chercheur OFCE depuis 1983 et Directeur du Département des études de l'OFCE.

Et **Michel DEVOLUY**, professeur de science économique à l'Université de Strasbourg, chaire Jean Monnet « Intégration économique européenne ». A écrit « Les politiques économiques européennes. Enjeux et défis », Le Seuil 2004.

Réagissant : **Jean-Pierre TILLON**, directeur scientifique de l'Union In Vivo, premier groupe coopératif agricole français.

### La toile de fond géopolitique : les frontières du repli ?

D'un côté, des élargissements successifs, de l'autre de récentes tendances à la renationalisation... Que veut dire et que peut dire une politique commune dans cet espace qui d'un côté se dilate, et de l'autre se contracte ? Où sont réellement les lignes de clivages et celles de la cohésion ?

Un dialogue entre **Michel FOUCHER**, ancien ambassadeur de France en Lettonie et ancien directeur du Centre d'analyse et de prévision du ministère des Affaires Étrangères, Michel Foucher est agrégé de géographie et Docteur en lettres et sciences humaines. Et **Thomas FERENCZI**, agrégé de lettres, ancien chef du bureau de Monde à Bruxelles, spécialiste des institutions européennes, auteur de « Pourquoi l'Europe ? » (2008).

Réagissant : **Salam KAWAKIBI**, chercheur en sciences politiques et relations internationales, ancien directeur de l'Institut Français du Proche-Orient à Alep en Syrie (2000-2006), directeur de recherche à l'initiative arabe de réforme et chercheur principal à l'Université d'Amsterdam.

DÉBAT

Bataclowns

APRÈS-MIDI (14 h 30-18 h 30)

### QU'EST-CE QUI COINCE ?

Entre les injonctions paradoxales, les divergences entre États-membres, les contradictions des consommateurs, l'agriculture et la politique agricole sont placées sous tensions. Comment raisonner ces tiraillements, comment instruire les quadratures du cercle ?

### Le cas de la Hongrie

Avec **Istvan FEHER**, ancien secrétaire d'État à l'agriculture et au développement rural, Professeur de marketing à l'université Szent Istvan à Gödöllo ; **Anetta SZILAGYI**, coordinatrice du Nouveau Programme National du Développement Rural, Ministère du Développement Rural ; **Istvan MADARASZ**, spécialiste des politiques agricoles de l'UE, département de la stratégie, Ministère du Développement Rural ; et **Levente NYARS**, chercheur à l'Institut de recherche en économie agricole.

### Regards interculturels et jumelage

- Intervention filmée de **Marc TARABELLA** (Belgique), député européen, ancien ministre.
- Introduction de **Jean-Claude FLAMANT**, président de la Mission Agrobiosciences.
- L'ouverture d'un jumelage vers la Grèce et la Tunisie : interventions de **Dimitris GOUSIOS**, professeur en développement et aménagement de l'espace rural, Université de Thessalie (Grèce) et de **Mohamed ELLOUMI**, agronome (Tunisie).

Regards croisés sur la nécessité d'un débat interculturel constant sur l'agriculture et l'alimentation : avec **Christophe TERRAIN**, président de l'Association générale des producteurs de maïs (France), de Maiz'Europ et de la coopérative Vivadour, **Isabelle DAMOISIAUX-DELNOY**, assistante parlementaire du député européen Marc Tarabella, (Belgique), **Ana VELASCO**, Foro de Cordou (Espagne), **Raul COMPES**, Université polytechnique de Valence (Espagne), **Thomas LINES**, économiste (Grande-Bretagne), et **Alex MILES**, consultant en agroalimentaire (États-Unis).

### Dessine-moi une exploitation

Au vu des multiples demandes et attentes exprimées à l'égard de l'agriculture, de l'alimentation, de l'environnement, des territoires... Est-il encore possible de dessiner l'exploitation idéale ?

Avec **François PURSEIGLE**, maître de conférences en sociologie rurale à l'École Nationale Supérieure Agronomique de Toulouse et chercheur associé au Centre de recherches politiques de Sciences po-Paris. Et **Étienne BARADA**, ingénieur agronome, agriculteur, président des Jeunes Agriculteurs Midi-Pyrénées.

Réagissante : **Marie-Hélène AUBERT**, ancienne députée européenne, vice-présidente de l'Association internationale pour une agriculture écologiquement intensive (AEI).

### Aides agricoles : la légitimité à quel prix ?

Découplage ou non, soutien au revenu des agriculteurs, compensations... Les désaccords entre certains États-membres sont profonds. Quant aux opinions publiques, elles sont partagées. Et que dire des agriculteurs eux-mêmes ?

Une controverse entre trois intervenants : **Jean-Christophe BUREAU**, chercheur et professeur d'économie AgroParisTech ; **Tomas LINES**, économiste anglais, spécialiste des marchés agricoles mondiaux ; Et **Alberto MASSOT-MARTI**, Parlement européen - Études parlementaires - Agriculture.

DÉBAT

Bataclowns

## JEUDI 4 AOÛT

MATIN (10 h 00/12 h 30)

### OUVRIR DE NOUVELLES VOIES

Interventions filmées de **Marc TARABELLA**, député européen, ancien ministre (Belgique), **Manuel CAPOULAS SANTOS**, député européen (Portugal), **Hervé GAYMARD** (France), député, ancien ministre, président de l'ONF ; **Csaba TABAJDI** (Hongrie), député européen, ancien ministre ; **José BOVE** (France), député européen ; **Jean-Paul BESSET** (France), député européen ; **Michel DANTIN** (France), député européen.

### Lectures critiques de grands témoins

Relance de la matinée par des membres du Conseil d'analyse stratégique et scientifique de la Mission Agrobiosciences qui proposent leur lecture des interventions et des échanges de la veille.

Membres : **Lucien BOURGEOIS**, économiste, **Tomas GARCIA-AZCARATE**, fonctionnaire européen, **Jean-Luc MAYAUD**, historien.

### L'Europe et le reste du Monde

Le cas de la Tunisie : nouvelle démocratie, nouvelles coopérations ?

Un dialogue entre l'agronome **Mohamed ELLOUMI**, chercheur à l'INRA Tunisie, et le sociologue **Ali ABAAB**, coordinateur de la composante Vulnérabilité et Adaptation au changement climatique.

### La régulation ou les marchés ? L'UE et l'OMC

Une controverse entre **Aurélien TROUVE**, Maître de conférences en économie et politique agricoles et alimentaires à l'ENESAD, co-présidente d'Attac France, membre de la commission Europe de cette organisation et du Forum Social Local 21. Et **Philippe CHALMIN**, professeur d'économie, spécialiste du marché des matières premières. Fondateur du Cercle Cyclope, qui publie chaque année depuis 1986 un rapport complet sur l'état et les perspectives des marchés mondiaux de matières premières.

### Bataclowns

APRÈS-MIDI (14 h 30/17 h 00)

### FORUM DES CONTRIBUTIONS, EN PLÉNIÈRE

- Introduction de **Jean-Marie GUILLOUX**
- Lancement par plusieurs contributeurs présents : **Konrad SCHREIBER**, président de l'APAD - Sols vivants (« Quels leviers, comment résoudre les crises liées à l'agriculture ? ») ; **Éric BARDON**, CGAER, spécialiste de la communication (« Reconsidérer la fonction communication pour bouger la PAC ») ; **Didier CHRISTIN**, ingénieur-doctorant, Sol et Civilisation (« L'agriculture peut-elle être un bien public ? ») ...
- Autres contributions et mise en débat avec l'ensemble des participants.
- Conclusions par **Stéphane LE FOLL** et **Jean-Luc BENNAHMIA**s
- Grands témoins : **Gilles ALLAIRE**, économiste INRA et **Raul COMPES**, Université polytechnique de Valence (Espagne).

## Étonnantes controverses : la future PAC à l'épreuve des grands bouleversements du monde.

Par Jean-Claude FLAMANT, président de la Mission Agrobiosciences.

« Savoir s'étonner, c'est le propre de l'homme ». C'est ce qu'affirme Jeanne Hersch en introduction de son « Étonnement philosophique – Une histoire de la philosophie »<sup>1</sup>. Ainsi, puiser dans sa capacité d'étonnement, en n'hésitant pas à « poser d'étranges questions », donnerait accès à un processus créateur. Certains s'indignent, protestent, revendiquent... J'ai choisi, d'abord, de m'étonner... « *Indignez-vous!* » a fait un tabac d'édition et a inspiré le mouvement des *indignados*, en Espagne et ailleurs. Mon appel sera seulement, plus modestement, « *Étonnez-vous! Maintenez actives vos capacités de questionnement* ». L'étonnement s'exprime par des questions, contrairement à d'autres postures intellectuelles dont le fondement est celui des certitudes. Donc à Marciac, à propos de la PAC « à l'épreuve des grands bouleversements du monde... », j'ai adopté une posture d'étonnement, étonnement à l'écoute de ce qui s'est exprimé durant ces deux jours sous le chapiteau des 17<sup>es</sup> Controverses de Marciac, à l'ombre des platanes et des tilleuls, au son des orchestres de jazz.

### Trois premiers étonnements

Tout d'abord, l'étonnement d'être encore présent en ces lieux pour la dix-septième fois. Lors de notre naissance, Jazz In Marciac (JIM) fêtait son 17<sup>e</sup> festival et avait donc l'âge qui est le nôtre aujourd'hui. Étonnement: la réunion du petit groupe d'amis et de complices des origines est devenu un forum européen de débats sur les futurs de l'agriculture et du monde rural, ouvert aux courants du monde, où s'expriment les analyses les plus diverses voire les plus opposées, provenant d'acteurs eux-mêmes de tous horizons géographiques, politiques, économiques et universitaires. Il faudra écrire l'histoire de cette genèse. Je retiens que, d'emblée, Jean-Louis Guilhaumon, président de JIM, avait considéré que ce genre d'initiative serait

« un plus » pour le festival. À l'ouverture de notre « 5<sup>e</sup> », il saluait même notre persévérance – il savait ce qu'il lui avait fallu mobiliser comme énergie et obstination pour installer Jazz In Marciac dans le paysage des festivals qui comptent. Les années passant et la notoriété s'accroissant, le choix de Marciac pour cette « université d'été » hors norme n'apparaît pas incongru, considérant que des ondes de nature similaire circulent entre nos deux manifestations : interventions de spécialistes de niveaux national et européen, improvisations sur un même thème, ambiance mêlant sérieux et humour... beaucoup de ressemblances pourraient être pointées. En tout cas, la formule atypique des Controverses s'est ancrée et s'est développée là où il n'était pas non plus donné de voir ce qu'est devenu Jazz In Marciac, l'événement « Jazz » majeur à l'échelle nationale, au cœur de l'été et des campagnes du Gers.

Deuxième étonnement. Plusieurs participants, fidèles de longue date, me l'ont dit: ils ont découvert que nous ne sommes pas là pour aboutir à des conclusions, pour formuler des recommandations opérationnelles. Décevant non? S'agissant du thème de cette année – la future PAC – l'esprit du message envoyé par Edgard Pisani en ouverture est de ce point de vue éloquent: l'objet n'est pas d'élaborer une nouvelle PAC, mais de justifier l'existence même d'une PAC, de cerner les arguments qui la légitiment au sein de la société, de collecter les différentes options possibles. Et l'ancien ministre de l'agriculture d'insister: « *Vous êtes en position pour le faire, donc en devoir!* ». Il ne s'agit pas de redire ce sur quoi les membres d'un parti, d'un syndicat, d'un clan sont d'accord entre eux, mais de prendre un intérêt particulier à l'écoute de dissonances, aux changements de rythme, aux sonorités inconnues – l'essence du jazz. Alors, quel sera le produit collectif d'un tel forum? Et même, peut-il y en avoir un? Car c'est plutôt du côté de la conscience individuelle des participants qu'il faut rechercher le « plus »: une plus grande conscience des enjeux et des limites d'une PAC, une meilleure connaissance des arguments, l'intérêt des reformulations, la curiosité pour les pas de côté, l'attention aux signaux faibles.

La PAC à l'épreuve des bouleversements du monde... Certes, mais l'étonnant, c'est qu'elle est, d'abord, à l'épreuve de la diversité des situations en Europe, et notamment des agricultures et de l'histoire des pays qui ont adhéré successivement à la construction européenne. En premier lieu, le noyau des « Six » motivés par l'urgence vitale de la réconciliation franco-allemande. Puis l'agrégation du monde britannique déjà fort différent quant à ses rapports à la question agricole et alimentaire depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle. S'y adjoignent ensuite des pays méditerranéens – Grèce, Portugal, Espagne – pour lesquels l'Europe signifie le non-retour aux dictatures qu'ils ont subies au cours de plusieurs décennies. Pour y ajouter enfin les pays d'Europe centrale, ex « démocraties populaires », qui veulent couper définitivement avec la domination soviétique et le collectivisme. Des histoires et des motivations différentes mais surtout des structures agraires et des régimes fonciers hétéro-

clites qui conditionnent les orientations de l'agriculture en sus des sols et des climats. Alors, comment concilier le caractère normatif d'une Politique Agricole Commune avec cette diversité intrinsèque? Quel peut être le fil conducteur unique d'une ligne politique commune? Finalement, une seule PAC, est-ce vraiment une bonne idée? Car celle-ci a été conçue à l'origine pour assurer le revenu d'une exploitation agricole à 2 UTH, celle qui prédominait en France dans les années 60, souligne le sociologue François Purseigle. Est-il raisonnable d'avoir cette haute ambition: concevoir une nouvelle PAC ajustée à des formes extrêmement diverses, depuis la très petite exploitation agricole jusqu'à l'agriculture de firme, s'interroge-t-il?

### Une collecte d'étonnements au fil des interventions

J'ai entendu des appels répétés à un changement radical des orientations de la PAC, faisant place, par exemple, à la notion de « bien public » en contrepoint des notions purement marchandes qui semblent prévaloir. Mais quand on en vient aux propositions – c'est-à-dire au *comment faire?* – j'observe un retour à une logique administrative, celle qui est par ailleurs dénoncée. J'appellerai ça le jeu des « piliers » de la PAC... Tout se passe comme si ces piliers constituaient les supports désormais incontournables de la politique agricole européenne et non pas comme des obstacles pour aller plus loin. Il faudrait peut-être ne pas oublier qu'on se heurte justement souvent à des piliers, voire des poteaux, dès lors qu'on a des problèmes de direction et une trajectoire manquant de points de repère! Après tout, nous dit Guy Paillotin dans sa contribution, supprimons toutes les aides à l'agriculture, faisons table rase du passé, car tout démontre que nous faisons collectivement fausse route. Quitte, peut-être, à inventer une autre logique, libérée de toute attache. Est-ce possible? Qu'en diraient les « pères » de la PAC? À propos de pilier, savez-vous que certains en adorent un? C'est en Espagne, à Saragosse en la basilique Nostra Señora del *Pilar!*

Quelqu'un manifeste très fort son étonnement, Jean-Pierre Tillon, directeur scientifique de l'union de coopératives « In Vivo ». Un grand moment qui secoue l'auditoire dès la première table ronde. Tout d'abord, un rappel: pour lui, la PAC, c'était aux origines « *un grand dessein* », qui a inspiré ses engagements professionnels. « *Je pensais qu'aujourd'hui nous allions formuler de nouvelles ambitions pour le futur, y associer les espoirs des citoyens, pour contribuer à une construction collective... Et j'entends parler de quoi? Équilibres monétaires, difficultés de l'Euro, négociations au sein de l'OMC... Je suis très étonné!* » Il n'a pas dit *indigné*, mais le ton y était.

Autre étonnement, celui de Jean-Luc Mayaud, historien. Une PAC, pour quoi et pour qui? pose-t-il en préalable. Pour quoi? Nous voulons tous une PAC, une politique publique qui soit rationnelle, explicable, légitime, en phase avec les espoirs de la société... Mais pour qui et avec qui? « *Je m'étonne de l'oubli des agriculteurs dans nos*

*échanges, de l'oubli de la dimension sociale de la PAC et de la question des emplois* ».

Ensuite, Lucien Bourgeois, économiste... Il entend bien que l'on déplore le repli nationaliste d'une politique agricole européenne. Pourtant, il nous appelle à réécouter les interventions de Tomas Lines, à propos du positionnement du Royaume-Uni: une autre planète à laquelle on ne s'intéresse pas. Étonnement, car une politique commune doit forcément tenir compte de la position britannique: pour ou contre la suppression de la PAC?

Et voici Tomas Garcia Azcarate, fonctionnaire à la Commission européenne (Direction de l'Agriculture). Il cherche à comprendre les problèmes et les difficultés que Michel Foucher nous a invités à examiner avec lucidité, sans complaisance (« *Qu'est-ce qui coince?* »). Et c'est pour nous dévoiler ce qui a été selon lui une grande erreur politique au tournant de la PAC des années 90-2000: ne pas avoir accompagné la diminution du poids de l'administration par un investissement dans les organisations en vue d'un rééquilibrage des liens entre les acteurs, producteurs, transformateurs, distributeurs, consommateurs et citoyens... au sein de ce que j'appelle les « agrochaînes ». Mais c'est moi qui m'étonne: quelle sera la prochaine erreur politique reconnue après coup? Ne pourrait-on pas imaginer a priori différentes options possibles, s'engager dans une démarche d'exploration des futurs? D'autant que, nous a expliqué Jacques Le Cacheux, nous nous sommes également mal préparés à la monnaie unique en ne concevant pas les conséquences d'une divergence des économies réelles au sein de la zone Euro. D'où les difficultés actuelles.

L'analyse de Jean-Christophe Bureau devrait elle aussi susciter notre étonnement et donc stimuler nos réflexions. Que nous dit-il? Que la question des ajustements à la diversité des situations des agricultures selon les pays et les régions n'est pas un vrai problème pour la PAC. Selon lui, les solutions sont déjà dans la PAC actuelle autorisant des dispositifs différenciés de mise en œuvre: « *Redistribution... Subsidiarité... Références historiques... ce n'est pas un problème communautaire! C'est l'affaire des pays* ». Or, en France, on a tendance à accuser Bruxelles d'être la cause de nos maux! Et, pour continuer à prendre à rebours des idées qui semblent aller de soi, Jean-Christophe Bureau en rajoute à propos des petites exploitations agricoles qu'il faudrait soit-disant privilégier, *a contrario* du mouvement tendanciel des dernières décennies, celui d'un agrandissement des structures d'exploitation conjointement à leur spécialisation. Ne serait-ce pas une fausse bonne idée, nous alerte-t-il? Les premières modélisations indiquent par exemple que l'on encouragerait ainsi les exploitations viticoles... spécialisées. La « bonne idée » de l'aide aux petites structures paysannes basées sur le travail, selon les souhaits par exemple de la Confédération Paysanne, serait démolie par des réalités économiques méconnues, nous met en garde l'économiste. Et de conclure: « *Attention au syndrome des petits!* ».

### Etonnements en écho à d'autres forums

À quel niveau territorial raisonner et gérer une politique agricole? Je suis frappé par le fait que, dans l'agglomération toulousaine et dans d'autres aires urbaines en France et en Europe, se manifeste un regain d'intérêt pour la cause agricole et alimentaire dans le contexte d'aménagement des territoires urbains et périurbains. L'agriculture et la ville... une préoccupation sur laquelle se retrouvent de manière quasi consensuelle les membres du Conseil de Développement de la Grande Agglomération Toulousaine, rejoints par les préoccupations des élus. D'où une recherche de modalités combinant maîtrise de l'urbanisation, plan de déplacement urbain, préservation des espaces naturels et agricoles, et approvisionnement des consommateurs en proximité. Quelle compatibilité ou complémentarité avec les orientations et dispositions d'une politique européenne de l'agriculture et de l'alimentation?

Autre phénomène, l'émergence des règles en matière de respect de l'environnement et du bien-être animal... Ce que je mets en rapport avec ce qu'Auréli Trouvé nomme les « *nouveaux droits opposables* ». Me vient en tête une table ronde que j'avais organisée dans le cadre d'une réunion annuelle de la Fédération Européenne de Zootechnie sur le thème des rapports entre économie et éthique en productions animales. Elle se tenait dans l'enceinte de l'Université agricole d'Uppsala en Suède. Pour résumer, le représentant des organisations d'éleveurs, notamment producteurs de viande de porc, se réclamant des progrès réalisés par nombre d'entre eux dans leurs pratiques de production, avançait qu'il attendait de la part des consommateurs une reconnaissance par une meilleure garantie de prix. Réponse d'une ancienne ministre suédoise de l'agriculture: « *Pourquoi donc? Si vous l'avez fait, c'est une question de choix éthique, attendu de la part du reste de la société: vous n'avez donc pas à être rémunéré pour cela!* ». La Suède, un pays exotique!<sup>2</sup> Étonnant non?

### La politique agricole en périphérie de l'Europe

Une table ronde riche en étonnements aussi, celle qui réunit justement Auréli Trouvé, vice-présidente d'Attac, et Philippe Chalmin, qui se présente comme économiste « plutôt libéral ». Nous les avions déjà entendus débattre il y a deux ans sur le thème « *L'Europe et le monde - L'alimentation à couteaux tirés* »<sup>3</sup>. L'étonnant, peut-être, c'est qu'ils disent d'abord qu'ils sont d'accord entre eux... La suite démontre en fait qu'ils ont quand même pris soin de pointer leurs désaccords fondamentaux, tout particulièrement à propos de leurs analyses sur les mécanismes macro-économiques. Sur le temps long, défend Philippe Chalmin, la libéralisation des échanges s'accompagne à l'échelle du Monde d'une plus grande prospérité économique. Mais à quel prix pour les sociétés réplique Auréli Trouvé? Car avec 5 % de croissance annuelle, les inégalités explosent et l'OMC n'a pas pour souci la régulation des prix des produits agricoles soumis à la volatilité des cours liée au libre-échange. Je résume évidemment chacun de leurs argumentaires. Le public, à écouter les réactions, serait

plutôt majoritairement du côté des positions d'Auréli, soutenue notamment par l'économiste britannique Tomas Lines qui entreprend un démantèlement de l'argumentaire du libéralisme économique et du fonctionnement de l'OMC. Ce qui m'étonne, pourtant, c'est que l'on n'ait pas suffisamment prêté attention à ce sur quoi nos deux protagonistes disent qu'ils sont d'accord, à savoir la spécificité de l'agriculture et la nécessité de politiques agricoles. Il faut dire qu'ils n'ont pas beaucoup insisté sur leurs accords. Pourtant, ils se retrouvent sur le principe de la souveraineté alimentaire, mais il aurait été intéressant de savoir à quelle échelle du Monde. Des aspects qui n'ont pas été réellement approfondis après l'affirmation des principes, et pourtant, ils pèsent! Tout d'abord, rien n'empêcherait semble-t-il que dans le cadre des accords mondiaux, certains pays ou régions du Monde se dotent d'une politique agricole qui permettrait à leurs producteurs de progresser durant le temps nécessaire en technicité et en organisation, sous couvert d'une certaine protection vis-à-vis des marchés internationaux. Mais avec quelles sources de financement public, pointe Philippe Chalmin? Ce pourrait être de la responsabilité des pays développés répond-il. Autre question corollaire provenant de l'un des participants à laquelle nous n'aurons pas de réponse: qu'est-ce qui est le plus favorable au développement des pays du Sud, des prix élevés pour les produits agricoles ou des prix bas pour l'alimentation?

Attentifs aux manifestations du « printemps arabe », nous avons invité de nouveau certains intervenants des Controverses 2010 consacrées au monde méditerranéen, pour témoigner de ce qui s'est passé chez eux depuis un an, avec tout particulièrement le cas d'école de la Tunisie. Un détour auparavant par la Syrie. Le témoignage de Salam Kawabiki<sup>4</sup> est d'autant plus émouvant, voire étonnant, qu'il souhaite nous faire prendre conscience de la situation actuelle de son pays. En fait, nous explique-t-il, la lenteur de la chute du régime, que l'on peut déplorer et qui s'accompagne sans cesse de nouvelles victimes, donne du temps aux divers mouvements de l'opposition pour préparer la succession. Elle peut s'organiser, mesurer les forces existantes, se concerter dans sa diversité pour élaborer les conditions politiques du futur, contrairement aux cas de la Tunisie et de l'Egypte où l'effondrement inattendu de leur régime a obligé à l'improvisation et suscite des incertitudes quant à l'issue.

Un paradoxe d'une autre nature en Tunisie: la question agricole et rurale qui a été le détonateur de la révolution tunisienne est absente des préoccupations des partis politiques qui se préparent à afficher leurs options devant les électeurs, alors que, comme en témoigne Mohamed

2 – [http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id\\_article=1446](http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=1446)

3 – [http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id\\_article=2658](http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2658)

4 – [http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id\\_article=2988](http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2988)

Eloumi, c'est « *à Sidi-Bouزيد que tout a commencé* »<sup>5</sup>, dans ces territoires ruraux du centre-ouest oubliés par le modèle de développement économique qui a géographiquement privilégié l'agglomération de Tunis et la côte touristique de Hammamet à Djerba. D'où le souci du groupe de chercheurs et d'universitaires, dont il est l'un des animateurs avec Ali Abaab, d'élaborer quelques lignes de forces pour les politiques du futur où les agriculteurs et les acteurs des territoires ruraux ne seraient pas une nouvelle fois oubliés. Un paradoxe pour souligner le lien avec les réflexions européennes sur la politique agricole. Que constate Mohamed Eloumi à la lecture des documents de la Commission? Que la PAC est d'abord conçue pour une défense des intérêts agricoles communautaires en Europe et dans le Monde. C'est certes légitime pour les producteurs européens. Mais comment faire en sorte qu'elle soit aussi ouverte aux autres agricultures du monde<sup>6</sup>, particulièrement celles de pays dont les productions sont fragilisées par les effets des marchés internationaux? Une question à mettre en rapport avec les termes du débat entre Auréli Trouvé et Philippe Chalmin. Mais également avec l'analyse de Michel Foucher: si l'on ne veut pas se limiter au pré carré européen, il faut aussi mettre en rapport la question agricole avec les autres politiques européennes, notamment la politique de coopération et, dans le cas de la Tunisie, la politique de proximité. Ainsi, la question agricole devra avoir sa place au sein des négociations sur la coopération de l'Union européenne avec le nouveau régime tunisien.

### Quelques autres étonnements... pour ne pas conclure

Les Controverses de Marciac ont réuni cette année deux-cents « experts » de la Politique Agricole Commune en recherche de motivation et d'alternatives. Je dis des « experts » dans la mesure où ils avaient tous à dire quelque chose à des titres divers. J'ai rappelé que l'un des points étonnants de ce genre de forum, c'est que l'on ne conclut pas. Chacun des participants et des intervenants est renvoyé à ses propres questionnements et ses propres engagements après avoir écouté les autres, bon gré, mal gré.

Des échanges sans *a priori* et sans censure, alors que dans le monde des institutions et des négociations à caractère officiel, il y a des mots qui fâchent, qu'il ne faut pas prononcer, sous peine d'être inaudible, nous révèle le journaliste et écrivain Thomas Ferenczi. Vous avez dit « *fédéralisme* » pour désigner le fond d'une politique communautaire dans la perspective d'un équilibre européen? Non ce n'est pas acceptable! Peut-être pourrait-on accepter de parler de « *méthode communautaire* »? Avant de se mettre d'accord sur les idées et les ambitions, il faut donc se mettre d'accord sur les mots! Tel est l'état du débat européen.

Étonnement final... La mise en débat de la future PAC, voulue par le Commissaire Dacian Ciolos<sup>7</sup>, en vue de dégager de nouvelles perspectives<sup>8</sup>, pourrait bien avoir un effet

inattendu, celui d'une PAC renouvelée quasiment à l'identique à laquelle finissent par adhérer les 27, même ceux qui sont *a priori* les plus critiques, tels que le Royaume-Uni. Après tout, la meilleure manière de réviser la PAC ne serait-elle pas de la relire – car il est toujours bon de réviser ses leçons n'est-ce pas? – Il ne serait alors pas nécessaire de la changer dans la mesure où seraient rendues désirables et acceptables les différentes modalités de sa mise en œuvre dans la diversité des situations agricoles et alimentaires qui fait le charme de l'Europe? Mais serait-on encore dans l'essence d'une politique européenne commune?

Reste pourtant une question qui n'est pas résolue et à laquelle, au sein de la société, certains attachent de l'importance, voire développent une activité militante: la question alimentaire et agricole pour les sociétés et les paysans des autres régions du Monde, notamment les moins développées<sup>9</sup>. Car, si *as minima*, la future PAC apparaît acceptable et modulable pour les différents territoires et les différentes agricultures de l'Europe, elle n'est pas conçue pour appuyer l'émergence de politiques agricoles en dehors de l'Union. En Europe et en France, la Révolution tunisienne du 14 janvier a été applaudie même si elle n'avait pas été anticipée, mais allons-nous laisser la Tunisie se débrouiller seule, sans lui apporter les moyens financiers et les appuis scientifiques et intellectuels dont elle a besoin pour concevoir un développement durable de ses territoires et de ses sociétés? Cette interpellation de nos amis tunisiens n'est pas anodine car, comme le soulignait Michel Foucher, elle oblige à s'interroger sur la pertinence d'une politique agricole qui resterait conçue indépendamment des autres dimensions de la politique européenne. Il serait bien étonnant qu'on n'en débâte pas à Marciac en 2012.

5 – [http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id\\_article=2970](http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2970)

6 – Voir le Cycle de la Mission Agrobiosciences: « Comprendre les agricultures du monde », avec le concours de Marcel Mazoyer: [http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id\\_article=256](http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=256)

7 – [http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id\\_article=2746](http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2746)

8 – [http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id\\_article=2817](http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2817)

9 – Voir les Actes de la 10<sup>e</sup> Université d'Été de Marciac:

« Dans le champ des agricultures du monde, quel destin pour les agricultures d'ici? »

[http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id\\_article=1358](http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=1358)

## Quand la crise économique et financière révèle les faiblesses de la construction européenne.

Dépassons les bornes, proposait la Mission Agrobiosciences pour amorcer les Controverses, le mercredi 3 août 2011. Une invitation à sortir du strict cadre de la PAC, pour mieux appréhender l'ensemble du paysage social, politique et économique dans lequel s'inscrit cette politique commune, à commencer par le contexte de crise financière, sur fond d'endettement des États, d'austérité budgétaire et de fragilité monétaire qui secouent notamment l'Europe. Une toile de fond que les deux économistes Jacques Le Cacheux et Michel Dévoluy ont retracée, indiquant les forces et les limites inhérentes à la construction européenne actuelle pour retisser une solidarité et éviter les déchirures entre les États membres. Un dialogue suivi de la réaction de Jean-Pierre Tillon.

### INTERVENANTS

#### Michel DEVOLUY

Professeur de science économique à l'Université de Strasbourg, chaire Jean Monnet « Intégration économique européenne ». Spécialiste de macroéconomie et d'économie européenne, Michel Dévoluy a contribué à la mise en place l'Observatoire des Politiques économiques en Europe (OPEE) dont il est co-responsable et dont il dirige le bulletin. Il a par ailleurs longtemps dirigé l'Institut des Hautes Études Européennes (de 1999 à 2007). Parmi les nombreux ouvrages qu'il a publiés, notons : *L'Europe monétaire: du SME à la monnaie unique*, 2<sup>e</sup> édition, Hachette, 1998. *La Banque centrale européenne*, Que sais-je ? n° 3552, P.U.F., mars 2000. *Les politiques économiques européennes: enjeux et défis*, (Dir.), Points Seuil, mai 2004. De même, parmi ses articles : *Convergence et divergences des politiques économiques nationales*, dans « *L'intégration européenne au XXI<sup>e</sup> siècle* », CERIC, La documentation française, 2004. *Les perspectives financières 2007-2013: un échec programmé?*, Bulletin de l'observatoire des politiques économiques en Europe, Automne 2005; *De la souplesse pour renforcer le pacte de stabilité*, Bulletin de l'observatoire des politiques économiques en Europe, Printemps 2006. *Les politiques économiques dans l'UE: architecture et coordination*, Cahiers français n° 335, La documentation française, 2006; *Les voies*

*de réforme du budget de l'UE*, Bulletin de l'observatoire des politiques économiques en Europe, Hiver 2007; *Réguler sans tabou*, Bulletin de l'observatoire des politiques économiques en Europe, Hiver 2008.

#### Jacques LE CACHEUX

Professeur agrégé des Universités à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour (Faculté de droit, d'économie et de gestion), chercheur OFCE (Observatoire Français des Conjonctures Économiques) et Directeur du Département des études de l'OFCE. Il est également enseignant à Sciences Po Paris, à Stanford University in Paris, à la European Online Academy, et au Collège des Hautes Études Européennes. Ancien élève de l'École normale supérieure (ENS-Ulm) et de l'Institut d'études politiques de Paris, Jacques Le Cacheux dispose aussi d'un doctorat européen d'économie de l'Institut universitaire européen. Ses travaux portent sur la macro-économie appliquée, les aspects économiques de l'intégration européenne, les politiques économiques, la fiscalité et l'agriculture. Il est membre de divers équipes et réseaux de recherche européens, dont l'équipe INGENUE, les réseaux EUROMOD, MOCHO, GOVECOR, CONNEX, CONSENT. Il co-dirige enfin, avec Jean-Paul Fitoussi, la série de publications annuelles sur *L'état de l'Union européenne* (Fayard et Presses de Sciences-Po). Parmi ses ouvrages : *Les Français et l'impôt*, Odile Jacob, La Documentation Française, 2008; *Europe: La nouvelle vague - Perspectives économiques de l'élargissement* (ouvrage collectif), Presses de Sciences Po, 1996. De ou avec Jacques Le Cacheux, on peut lire notamment sur le magazine Web de la Mission Agrobiosciences : *Quand l'Europe se fait remettre à sa place*, Les Actes de la 13<sup>e</sup> Université d'Été de l'Innovation Rurale. [[http://www.agrobiosciences.org/article.php?id\\_article=2156](http://www.agrobiosciences.org/article.php?id_article=2156)].

#### Jean-Pierre TILLON

Docteur vétérinaire, directeur scientifique de l'Union InVivo, premier groupe coopératif agricole français, membre de l'Académie d'Agriculture de France. Il est actuellement membre des Conseils Scientifiques de nombreux instituts et établissements de formation, membre du Conseil d'Administration de FARRE et membre nommé du Haut Conseil de la Science et de la Technologie. Notons également qu'il a créé la station de pathologie porcine de Ploufragan et qu'il a dirigé l'école vétérinaire de Nantes. Il dirige en outre de nombreux programmes de coopération et missions d'expertises à l'étranger. De ou avec Jean-Pierre Tillon, on peut lire notamment sur le magazine Web de la Mission Agrobiosciences : *Le pouvoir n'est pas aussi loin qu'on le croit!* 12<sup>e</sup> Université d'Été de Marciac - août 2006. [[http://www.agrobiosciences.org/article.php?id\\_article=1976](http://www.agrobiosciences.org/article.php?id_article=1976)].

### TABLE RONDE

**Mission Agrobiosciences: On ne peut aujourd'hui, sous peine d'aveuglement, ni considérer la PAC comme un isolat, imperméable aux forces et aux tensions économiques et financières de l'Europe et du Monde, ni la réduire à une simple variable d'ajustement permettant d'absorber les chocs budgétaires. Entre les deux, il y a donc un exercice de lucidité à réaliser pour appréhender la situation et mieux comprendre l'actualité récente. Ainsi, comment la zone Euro<sup>1</sup> se comporte-t-elle dans la tourmente financière et économique que nous connaissons? Résiste-t-elle mieux que le reste de l'Europe, voire que d'autres grandes régions du Monde comme les États-Unis?**

**Michel Dévoluy:** A ce jour, elle se porte plutôt plus mal que le reste du Monde. Mais ce qui me paraît essentiel, ce n'est pas tant d'insister sur les sources immédiates de la crise de l'Euro, que de montrer comment cette dernière révèle les faiblesses de la construction européenne.

**Jacques Le Cacheux:** Le problème des dettes publiques concerne certes tous les pays développés, dont les États-Unis, mais la différence en Europe, c'est que la zone Euro compte 17 pays qui ont beaucoup de mal à se mettre d'accord. Il existe bien entendu des tensions politiques outre-Atlantique, mais ce qui complique la tâche des Européens, c'est l'absence d'un échelon communautaire pour traiter la crise de manière cohérente. Cela nous oblige à réagir au coup par coup, dès qu'une difficulté se présente. De plus, notre interdépendance économique et monétaire est tellement forte que nous subissons des phénomènes de contagion: à chaque fois qu'une tension semble résolue en un endroit, elle réapparaît ailleurs. Ainsi, ce matin même, nous apprenons que l'Espagne et l'Italie sont à leur tour l'objet de spéculations sur leur dette publique. Cette absence de stratégie globale alimente la crainte que nous ne parvenions pas à résoudre la crise suivante, et donc la spéculation sur les États susceptibles d'être les prochaines « victimes ».

**Nous nous sommes dotés d'une monnaie commune: quel sens cela a-t-il? Quel en était l'objectif et peut-elle encore stimuler la convergence économique et sociale entre les États qui l'ont adoptée?**

**J. LC:** À l'origine, l'idée qui a prévalu est qu'il était difficile d'avoir un marché unique sans une monnaie unique. Cela reste vrai et si nous n'avions l'Euro aujourd'hui, nous subirions des phénomènes spéculatifs certainement plus forts. Mais les concepteurs de la monnaie unique n'ont sans doute pas voulu voir que cela ne fonctionne pas sans une autorité politique commune. Certains économistes l'avaient dit dès le début: il nous fallait adopter un fédéralisme budgétaire, faire émerger un *policy mix*, c'est-à-dire un mélange de politiques économique, budgétaire et moné-

taire appropriées ainsi qu'une solidarité financière compensant les effets que nous observons depuis dix ans: non seulement une monnaie unique n'assure pas la convergence des économies nationales, mais elle peut même favoriser leur divergence.

**M. D:** Il est sans doute utile de préciser l'origine de ces difficultés. Que signifie le fait d'avoir une monnaie unique? Cela implique d'abord de ne plus avoir de taux de change entre les différentes monnaies préexistantes. Et, corrélativement, d'avoir une seule politique monétaire. Or, les taux de change remplissent deux fonctions: la première consiste à ajuster ce qu'on appelle les fondamentaux de l'économie. S'il y a par exemple, entre deux économies nationales, une divergence des taux d'inflation, des taux d'intérêt ou encore des politiques budgétaires, le taux de change est un « prix » qui va absorber ces écarts. La deuxième fonction, c'est que si deux économies subissent des chocs différemment, le taux de change permet de dévaluer la monnaie dans l'économie qui se porte mal et de réévaluer l'autre. Lorsqu'on veut une monnaie commune, il faut donc s'assurer d'une part que les fondamentaux de l'économie évoluent à peu près de la même manière. D'autre part, que les économies nationales soient suffisamment similaires pour qu'elles ne subissent pas des chocs spécifiques. De ce point de vue, l'UE s'est mal préparée. Car nous avons considéré un peu rapidement que faire converger les taux d'inflation et les finances publiques serait suffisant. Parallèlement, avant même 1999, les économies nationales se sont lancées dans des cures d'austérité pour être « vertueuses » en matière de taux d'inflation, en supposant là aussi que cela suffirait. Des cures d'austérité que l'on remet en œuvre, cette fois pour rester dans la zone euro. C'est cette faiblesse de l'architecture initiale qu'il faudra corriger.

**Vous pointez tous les deux des manques, mais pourriez-vous dessiner la gouvernance financière et économique qui devrait être mise en œuvre selon vous?**

**J. LC:** C'est évidemment plus compliqué, mais on peut énoncer deux ou trois idées force. En premier lieu, il me semble important d'acter le fait que la monnaie unique rassemble 17 pays, alors que l'UE en compte 27... Or nous avons vécu dans la fiction que ces deux choses-là pouvaient être gérées par une seule et même gouvernance. L'idée d'une Europe à plusieurs vitesses, que nous n'avons jamais voulu admettre, doit se traduire dans les faits. Ce n'est pas le cas pour l'instant. Juste un exemple: il y a une dizaine de jours, s'est déroulé un sommet des chefs d'État

1 – La zone Euro, créée en 1999, comptait initialement 11 États membres. Elle en regroupe actuellement 17 – sur les 27 États membres de l'Union européenne: Allemagne, Autriche, Belgique, Chypre, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Portugal, Slovaquie et Slovénie.

et de Gouvernement de la zone Euro. Eh bien, du point de vue institutionnel, cela n'existe pas. Rien ne permet dans les textes que ce sommet ait lieu. Il faut doter la zone Euro d'un certain nombre d'institutions et de mécanismes qui lui sont propres. D'autant qu'il y a des tensions : les Allemands, les Finlandais ou les Hollandais ne sont pas particulièrement enthousiastes à l'idée de mettre en place des mesures de solidarité financière avec la Grèce ou d'autres pays. Et, *a fortiori*, les Britanniques ou les Suédois, qui ne sont pas dans la zone Euro se sentent encore moins concernés.

Comment organiser la zone Euro? Des propositions existent : créer un ministère des Finances propre à cet espace. Mutualiser une partie des dettes publiques. Créer des bons du Trésor – les « Eurobonds » – qui permettraient d'instaurer une solidarité financière de fait. Mais la grande difficulté aujourd'hui, c'est l'absence de volonté politique et, plus généralement, une sorte de défiance de chacun des gouvernements et des pays à l'égard des autres.

#### **Dans cette nouvelle organisation, que penser de la Banque centrale européenne (BCE) et de sa fameuse indépendance ?**

**M. D :** Un mot d'abord pour compléter ce que Jacques vient de dire. Quelles sont les conditions minimales pour avoir une monnaie unique dans un espace donné, à part les conditions que j'ai déjà énumérées? La condition essentielle, c'est le fédéralisme fiscal et budgétaire. Quand une région est plus en difficulté qu'une autre, elle paye moins d'impôt à la fédération et reçoit plus d'aides sociales. Automatiquement, ce mécanisme solidarise l'espace commun en termes politiques et économiques, en permettant des ajustements.

Ce qu'il faut pour l'Europe, c'est de l'union politique. Il s'agit de glisser de l'intergouvernementalisme actuel vers une forme de fédéralisme.

Pour vous répondre, le seul glissement qui se soit fait vers le fédéralisme, c'est justement la BCE. Nous l'avons fait de manière élégante sans aucun doute, mais en démontrant que nous n'étions pas prêts pour une union politique. Quel était en effet le raisonnement? Si l'on se dote d'une monnaie unique, nous devons à l'évidence avoir une politique monétaire unique, mais comment s'entendre à 17? Peut-on imaginer qu'un État veuille une politique restrictive, et l'autre une politique expansive? Il a alors été décidé de travailler *a minima* avec pour seul objectif de la politique monétaire une inflation très réprimée, et pour ne pas « polluer » la non-volonté d'union politique, de rendre indépendante la BCE. C'est un fonctionnement optimal sur une architecture minimale.

**J. LC :** Pour qu'un fédéralisme budgétaire puisse fonctionner, il faut qu'existe un pacte social entre les différentes régions et c'est vrai aussi pour la France. Ses régions ne connaissent pas la même fortune économique mais une solidarité financière et budgétaire s'exerce automatiquement : on ne demande pas chaque jour aux habitants de

Midi-Pyrénées s'ils sont d'accord ou pas pour opérer des transferts vers l'Auvergne et réciproquement. Nous nous sommes mis d'accord une fois pour toutes. Quand ce pacte commence à se déchirer, c'est le début du séparatisme : c'est ce qui se passe en Belgique, dans une certaine mesure en Italie et en Espagne. Ce pacte-là, on ne l'a pas en Europe et il n'est toujours pas en vue, malheureusement.

#### **On entend dire ici et là que les cures d'austérité que nous connaissons contribuent à mettre à mal la croissance économique. Selon vous, comment renouer avec cette dernière en Europe ?**

**J. LC :** Justement, pour que le pacte social que j'évoquais soit possible, il faut que la croissance revienne, faute de quoi nous ne sortirons pas de la logique du « chacun pour soi ». Finalement, à chaque fois que l'Europe a avancé, c'est lorsqu'on a proposé aux citoyens un horizon avec des objectifs qui ne se résumaient pas à l'équilibre budgétaire. L'austérité, cela ne fait pas rêver... Il faut donc retrouver des marges de manœuvre, en progressant vers l'harmonisation fiscale car la concurrence qui existe à ce niveau entre les États empêche certains de récolter l'impôt. Quant à renouer avec une dynamique de croissance, c'est compliqué. Car les fondamentaux européens ne sont pas spécialement favorables à une reprise rapide. Mon sentiment est qu'il faut certes plus de coordination politique et économique mais surtout, que ces politiques proposent des objectifs à long terme et que nous choissions collectivement un nouveau modèle de croissance européen, dans lequel il convient de repenser l'organisation économique, les infrastructures etc.

**M. D :** Pour ma part, je défends le concept de fédération qualificatrice, ou de planification fédératrice qui s'axerait sur trois aspects : une politique industrielle collective, avec de grands projets financés par un impôt européen que nous payons directement en substitution à des impôts nationaux. Deuxièmement, une réactualisation de la PAC. Et enfin, la promotion de services publics européens – une poste européenne, des chemins de fer européens... – la mise en place d'un budget européen, de partis politiques européens, d'un gouvernement européen.... Vous nous avez invités à dépasser les bornes, je n'hésite pas à le faire!

## RÉACTION

**Jean-Pierre Tillon :** D'abord la réaction du citoyen que je suis. Elle est un peu violente. J'avais dix ans quand on a signé le Traité de Rome. Et pour moi, la construction européenne a représenté un grand espoir. Je me rends compte que cinquante ans après, on gère un fonds de boutique, et je ne m'y retrouve pas du tout. Nous sommes en train de confondre des objectifs et des moyens. L'Euro, ce n'est jamais qu'un objectif. La politique, ce n'est jamais qu'un moyen. Et il faudrait quand même proposer un grand dessein... Quand est-ce que ça viendra?

Vous êtes dans vos débats sur la zone Euro... Ce sont là des politiques de moyens, c'est tout. Ce sont des outils. Mais pour faire quoi? Pour gérer le club de ceux qui ont l'Euro et vont tenter de l'imposer aux autres ou pour faire autre chose?

Vous nous parlez d'Europe mais l'Europe, c'est quoi?

**M. D :** Pour moi, c'est un espace de solidarité, qui ne se construit pas avec des mots, mais avec des politiques publiques, des budgets, des partis politiques...

**J-P. T :** Je continue. Qu'est-ce que cette Politique Agricole Commune? Ce matin, au hasard d'un virage, j'avais à ma droite un champ de maïs et à ma gauche un champ de soja. Le soja, tout le monde dit qu'il faudrait que nous en cultivions plus pour être moins dépendants de l'Amérique Latine. Que fait l'Europe? Elle est encore en train de discuter pour savoir s'il faut ou non accorder des aides. Mais bon sang, ce n'est plus ce genre de questions qu'il faut se poser aujourd'hui! La planète va crever du réchauffement, on ne veut pas mettre en place le bilan carbone... mais on parle de politique monétaire!

#### **Je voudrais rappeler que c'est nous, Mission Agrobiosciences, qui avons formulé ce type de questions aux intervenants...**

**J-P. T :** Nous sommes à Marciac : nous faisons de la dispute ou pas? Ce terme, tout le monde l'aime bien, mais personne ne le met en application. La *disputatio* est précédé de deux étapes. La *lectio*, d'abord. Le grand dessein. Ce qu'on voudrait voir à l'horizon. Je pensais l'entendre ce matin. Après, on met en évidence la *quaestio*. Évidemment, au XVI<sup>e</sup> siècle, dans la controverse de Valladolid, la question « Les Indiens avaient-ils une âme » était une mauvaise question. La seule bonne question, c'était celle de Christophe Colomb : « comment moi, qui viens d'ailleurs, je vais vivre avec ces gens? » On a voulu éluder cette interrogation, et on a débattu du sexe des anges, de l'âme des Indiens. On est passé à côté du vrai débat.

#### **Mais la lecture et la question ne doivent-elles pas être construites collectivement? N'est-ce pas là justement l'objet de ces deux journées de controverse ?**

**J-P. T :** Il faut quand même mettre en exergue une question. Et, à ce moment-là, on peut ouvrir la dispute. C'est-à-dire opposer les arguments, exposer les différentes théories en présence. En attendant, nous ne sommes que dans des querelles. Où sont les théories? Quand va-t-on mettre en parallèle les différents points de vue?

Vient ensuite la synthèse, au sens où l'entendait Saint Thomas d'Aquin. Elle n'est pas un méli-mélo de toutes les pensées, ce qu'on a trop eu tendance à faire en Europe, mais elle consiste à se demander quels sont les choix offerts à nous, citoyens? Actuellement, nous n'avons pas le choix. Nous sommes pris dans une énorme machinerie où il faut qu'on récupère tout le temps les conneries que les autres ont faites. Il serait temps que les intellectuels commencent à réfléchir, qu'on laisse travailler les industriels et qu'on donne vraiment une raison d'exister aux agriculteurs.

**J. LC :** C'est un peu facile. Ce sont toujours les autres qui ont tort et qui ne font pas leur travail.

**J-P. T :** Je n'ai attaqué personne. Je réagis, comme on m'a invité à le faire.

**J. LC :** Je voudrais juste rappeler pourquoi la controverse de Valladolid s'est penchée sur la question de savoir si les Indiens avaient une âme ou pas... Ce n'était pas pour débattre du sexe des anges, mais parce que derrière, il y avait des intérêts économiques colossaux. C'est toujours vrai : derrière ce dont on parle, il y a des égoïsmes économiques. Pourquoi l'Allemagne ne veut pas rentrer dans une fédération? Parce qu'elle estime qu'elle n'en a pas besoin pour réussir. Quand on parle du grand dessein, il s'agit effectivement d'avoir une volonté de dépasser ses intérêts propres au nom de quelque chose qui en vaut la peine, comme un projet de construction collective. C'est ce qui s'est passé avec la mise en place de l'Etat-nation au XVIII<sup>e</sup> siècle. C'est ce qui s'est passé aux États-Unis quand a été créée la fédération américaine, qui est d'ailleurs en train de se défaire d'une certaine façon.

**J-P. T :** C'est parce qu'on confond l'économie et le politique. Il faut que le dessein politique soit clair. Le politique, c'est vivre ensemble. Or on nous intoxique avec un discours économique pour lequel nous sommes hautement incompetents. Le vrai débat, c'est quelle société voulons-nous? Et ce débat-là, nous ne l'avons pas en Europe.

## Géopolitique : les frontières du repli ?

**Cette table ronde consacrée aux aspects géopolitiques visait à tirer au clair les logiques de repli et d'éclatement à l'œuvre, mais aussi, bien entendu, les leviers d'une cohésion supranationale. Une mise au point nécessaire au regard des bouleversements intervenus au cours des trois dernières décennies – la fin de la guerre froide, l'effondrement de l'URSS et la chute du mur de Berlin – qui ont dessiné une nouvelle carte européenne.**

**Une réflexion salutaire aussi, face à la montée, ici et là, de mouvements nationalistes et à l'érosion de la solidarité entre les États-membres.**

### LES INTERVENANTS

#### Thomas FERENCZI

Ancien journaliste spécialiste des institutions européennes et ancien correspondant du *Monde* à Bruxelles.

Ancien élève de l'École Normale supérieure et agrégé de lettres classiques, Thomas Ferenczi a été journaliste au quotidien *Le Monde* de 1971 à 2008. Il y a occupé notamment les fonctions de chef du service politique, de directeur de la rédaction, de correspondant à Moscou et à Bruxelles. Il collabore depuis 2009 au site Internet boulevard-exterieur.com, spécialisé dans les relations internationales, à l'hebdomadaire *Réforme* et à la radio Fréquence protestante, pour laquelle il anime une émission consacrée à l'Europe, « Parcours européen ». Il est par ailleurs membre du comité scientifique de la Société pour l'histoire des médias et du comité scientifique des Cahiers du journalisme.

Parmi ses ouvrages : « *Le Journalisme* » (PUF, 2007), « *Pourquoi l'Europe ?* » André Versaille Éditeur (2008). Il a également dirigé la publication de « *Devoir de mémoire, droit à l'oubli* » (Complexe eds, 2002), « *Politique en France, Dictionnaire historique de 1871 à nos jours* » (Larousse, 2004), et de « *L'Europe – 25 pays, une histoire* » (J'ai lu, 2004).

#### Michel FOUCHER

Directeur des études, de la formation et de la recherche à l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) (depuis 2010). Professeur à l'école normale supérieure de Paris (Département de géographie).

Géographe et diplomate, spécialiste des frontières, ancien ambassadeur de France en Lettonie et ancien directeur du Centre d'analyse et de prévision du ministère des Affaires Étrangères, Michel Foucher est agrégé de géographie et Docteur en lettres et sciences humaines. Michel Foucher est également expert du Programme frontières de l'Union africaine auprès de la division Paix et prévention des conflits de la Commission de l'Union africaine (Addis Abeba). Et membre du conseil scientifique de la Fondation Robert Schuman.

Notons enfin qu'il préside le comité scientifique du festival culturel « Des frontières et des hommes » (Thionville Luxembourg Sarrebrück). Parmi ses ouvrages : *La bataille des cartes. Analyse critique des visions du monde*, François Bourin éditeur, 2<sup>e</sup> édition septembre 2011 ; *Europe. Europes*, La Documentation Française, 2010 ; *L'état de l'Union : rapport Schuman sur l'Europe* (co-direction scientifique avec Thierry Chopin), Lignes de Repères, 2011 ; *Nouveaux (dés)équilibres mondiaux*, La Documentation Française, octobre 2009 ; *L'Europe et l'avenir du monde*, Odile Jacob, mai 2009 ou encore *L'obsession des frontières*, Perrin, 2007.

De ou avec Michel Foucher, on peut lire notamment sur le magazine Web de la Mission Agrobiosciences : *Le bréviaire géographique de la Méditerranée*.

[[http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id\\_article=2882](http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2882)]

### LA TABLE RONDE

**La Mission Agrobiosciences : Aujourd'hui, où en est l'Europe communautaire ? Que peut-on retenir de l'actualité récente ?**

**Michel Foucher :** Il ne faut pas avoir la mémoire courte. Nous vivons aujourd'hui les conséquences de ce que nous avons réussi depuis 20 ans : plus de 500 millions de gens vivent dans des régimes de libertés démocratiques. Ce n'est pas rien : le continent européen a été l'épicentre de la guerre froide et le lieu des grands bouleversements géopolitiques qui ont suivi. Une anecdote pour illustrer ce fait : François Mitterrand rencontre Gorbatchev pour la première fois, en 1984, chez les oligarques vieillissants, et discute d'agriculture dans la mesure où la France avait signé des contrats d'envergure avec l'Union soviétique. Tchernenko confie à F. Mitterrand : « *Nous avons des problèmes agricoles.* » F. Mitterrand demande alors : « *Depuis quand ?* » Et Gorbatchev, alors simple ministre, prend la parole et répond : « *Depuis toujours !* ». Mitterrand se rend alors compte que ce nouveau leader est quelqu'un avec lequel la France va pouvoir travailler. Et c'est effectivement Gorbatchev qui a initié et porté cette nouvelle donne.

La communauté européenne de l'époque a parfaitement réagi pour assumer pacifiquement – à quelques exceptions près – ce bouleversement extraordinaire. Les politiques communes ont été confirmées et c'est en particulier grâce à ces dernières que la RDA s'est intégrée du jour au lendemain dans l'Union européenne. Demandez aux agriculteurs polonais s'ils sont pro-européens. Ils vous répondent oui à 93 %.

### « Aujourd'hui comme hier, les initiatives se prennent hors traité »

Nous avons donc accompli avec succès tout ce que nous devons faire. Mais ce faisant, nous nous sommes créés de nouveaux problèmes. Ainsi, nous comptons désormais un plus grand nombre d'États membres – 27 et bientôt 28. Non seulement cela crée une sorte d'essoufflement de la solidarité, mais il est plus compliqué de prendre des décisions par consensus à vingt-sept qu'à six. Cela explique que l'heure soit au petit format – des réunions à deux ou à trois – pour mettre au point les stratégies et les décisions. C'est vrai pour la défense, pour la gestion monétaire et bien d'autres domaines. Aujourd'hui comme hier, les initiatives se prennent hors traité. Concernant l'Euro, les rapports étaient prêts – celui de Werner<sup>1</sup> notamment – la logique économique était comprise, mais la décision elle-même, qui relève de la géopolitique, s'est opérée par des négociations entre Kohl et Mitterrand, en tête-à-tête. Le Président français avait besoin que l'Allemagne unifiée confirme son ancrage dans la future UE. Pour Berlin, le prix à payer est très élevé : c'est l'abandon du Deutsche Mark, symbole de la souveraineté allemande. En retour, H. Kohl demande que la Banque Centrale Européenne soit aussi bien gérée que la Bundesbank. C'est-à-dire qu'elle soit indépendante. Un point que la France a du mal à accepter, car c'est renoncer au recours des dévaluations en cas de difficultés. Tous ces problèmes ne peuvent pas être résolus dans les traités. D'ailleurs, Jacques Le Cacheux l'a dit précédemment : rien dans les traités ne permet à l'heure actuelle que se réunissent les chefs d'État et de Gouvernement de la zone Euro ! Seule une réunion des ministres des Finances est prévue – l'« Eurogroupe » présidé par Jean-Claude Juncker. D'où la proposition franco-allemande de demander au président du Conseil, le belge Herman Von Rompuy, de présider un Conseil de la zone euro.

**Thomas Ferenczi :** Je ferais entendre une voix un peu différente. D'abord, il faut souligner les difficultés actuelles de l'Europe à surmonter la crise de l'endettement, qui risque de devenir une crise de l'Euro. Plus généralement, il me semble que depuis une vingtaine d'années, l'Europe tourne au ralenti. Tout se passe comme si, après l'immense effort accompli pour créer une monnaie unique – une avancée considérable sur la voie de l'unité –, l'Europe épuisée avait baissé les bras concernant cette indispensable harmonisation fiscale et budgétaire. Cela dit, c'est vrai, il s'est passé beaucoup de choses entretemps : l'élargissement aux pays d'Europe centrale et orientale (PECO), la mise en place d'une esquisse de politique étrangère, l'élaboration du traité de Lisbonne. Mais aucune avancée sur l'exigence d'un renforcement de l'unité européenne. Pour quelles raisons ? Cela a été dit en introduction : avec la chute du mur de Berlin et le démantèlement de l'URSS, disparaît aussi la raison d'être de l'Europe, qui s'est construite en réponse à la menace soviétique. Et puis, il y a eu la réunification allemande. C'est de cette époque que date l'affaiblissement du couple franco-allemand, qui me semble être l'élément central de la crise européenne. Les

difficultés de ce tandem apparaissent avec le chancelier G. Schröder. Accédant à une puissance nouvelle, l'intérêt de l'Allemagne pour l'Europe décline. Il faut dire que les Français n'ont pas non plus répondu aux appels du pied des Allemands dans les années 2000.

### « Depuis vingt ans, l'Europe tourne au ralenti »

Deuxième raison de cette « panne » : l'émergence de la mondialisation. Ceux qui ont vanté les mérites de cette dernière, comme le ministre des Finances britannique Gordon Brown, ont jugé que, dans un monde devenu global, l'Europe était désormais trop petite. À l'inverse, pour ceux que la mondialisation effrayait, seuls les États étaient en mesure de nous protéger. La dimension européenne a ainsi été escamotée par les uns comme par les autres. D'ailleurs, ainsi que Michel Foucher l'a écrit, loin de faire disparaître les frontières, la mondialisation les a accrues puisque les acteurs principaux sont en effet les États et que les constructions régionales telles que l'UE, l'Asean<sup>2</sup> ou le Mercosur<sup>3</sup> ne jouent pas le rôle qu'on en attendait. Ces deux facteurs – effondrement du bloc de l'Est et mondialisation – ont conduit à une sorte de grand vide depuis la création de l'Euro.

Aujourd'hui, la crise suscite un sursaut. Une volonté politique s'est affirmée pour sauver la Grèce. Nous verrons jusqu'où elle pourra aller. On a compris également que pour soutenir le choc de la mondialisation et imposer un certain nombre de régulations, l'Europe devait s'unir. La période est à la prise de conscience d'un certain nombre d'insuffisances de la construction européenne.

**Vous évoquez la mondialisation. Dans cette nouvelle géopolitique, nous n'avons pas vu arriver ces nouveaux acteurs que sont la Chine, le Brésil, la Russie... Cela vient-il brouiller un peu plus les cartes européennes ?**

**M. F. :** Si nous nous sommes concentrés sur les affaires européennes, nous avons oublié – je parle en géographe – que d'autres grands acteurs ont tiré de la chute du Mur et du communisme les mêmes conséquences que nous. Il est certain que si l'on arrêta de diminuer le nombre d'heures

1 – Pierre Werner est l'un des pères de l'Union économique et monétaire. Cet homme politique luxembourgeois a présidé, dans le sillage du sommet européen de La Haye, un groupe spécial d'études sur les conditions de faisabilité de cette union. Le « rapport Werner » a été remis en 1970 à la Commission européenne et aux Gouvernements.

2 – Asean : Association des nations de l'Asie du sud-est, fondée en 1967, réunissant les Philippines, l'Indonésie, la Malaisie, Singapour, la Thaïlande, Brunei, le Vietnam, la Laos, la Birmanie et le Cambodge.

3 – Mercosur : marché commun du sud, créé en 1991 et regroupant le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay.

de cours consacrées à la géographie et à l'histoire dans les lycées français, nous aurions peut-être moins de difficultés à comprendre ce qui se passe en 2011...

Pour des raisons évidentes, nous avons été eurocentrés. À présent, il s'agit de repenser le même projet européen mais en y ajoutant l'échelle mondiale. Les vieilles nations qui composent cet ensemble organisé et institué sont-elles capables de définir une liste extrêmement courte de quelques intérêts communs? Nous savons le faire au plan commercial: le commissaire au commerce porte une position de négociation. Au plan monétaire, c'est un peu plus compliqué. Cela dit, rappelons que l'Euro représente aujourd'hui 20 % des réserves mondiales de devises des banques centrales des États du Monde, voire 26 % des réserves chinoises et 40 % des réserves russes. Autrement dit, nous, nous n'y croyons plus, mais d'autres y croient pour nous, ce qui est une bonne chose. Y compris d'ailleurs la Russie, qui s'interroge sur le pourcentage à dédier à l'Euro par rapport au Dollar.

J'en reviens à ces grands acteurs que nous n'avons pas vu arriver, et qui ont tiré les conséquences de l'effondrement d'une économie centralement planifiée. Soit en libéralisant, c'est le cas de l'Inde dès 1992, soit en inventant le capitalisme d'État, c'est le cas de la Chine. Quant au Brésil, ce fut le choix de l'agrobusiness et donc d'un nouveau cycle d'exportations de matières premières. Ce pays, qui nous considère comme des protectionnistes, connaît aujourd'hui un excédent commercial de 22 milliards € avec l'Union européenne en matière agricole et agroindustrielle. Quant à la Russie, elle n'a pas sa place dans les pays émergents: elle traverse une crise politique profonde, mais nous avons intérêt, pour des raisons stratégiques, à avoir de bonnes relations sur une base d'intérêts mutuels bien compris.

### « Nous avons des choses à apprendre des pays émergents »

En clair, notre heure de gloire est passée, et ce n'est pas très agréable: nous n'aimons pas perdre cette centralité; les nouveaux acteurs revendiquent leur place au soleil – je reprends la formule du ministre allemand des Affaires étrangères, Bernhard von Bülow, en 1897 au Reichstag. La Chine d'aujourd'hui ressemble en effet par certains traits à l'Allemagne de Guillaume II qui commerçait avec la France et le Royaume-Uni, mais ne supportait pas la suprématie franco-britannique, tout en voulant se doter des outils de souveraineté et de puissance possédés par Londres (marine, influence mondiale). Et la Chine supportera de moins en moins la suprématie américaine dans le Pacifique occidental. Il y a là quelques tensions en perspective. D'autant que ces États qui s'émancipent ont, à la différence de nous, une certaine confiance en eux-mêmes, même s'ils sont pauvres, confiance qu'expriment le premier ministre indien, les dirigeants brésiliens et les Chinois d'une certaine façon. De notre côté, nous n'avons pas de dirigeants politiques capables d'énoncer des perspectives, de donner un sens à l'histoire et, je suis d'accord avec Jean-Pierre Tillon, de nous proposer un grand dessein. Bien au contraire, nous sommes enlisés dans une ges-

tion de boutiquiers; Angela Merkel, qui est une femme de l'Est, qui n'a pas le même rapport culturel à la construction européenne que son mentor, H. Kohl, qu'elle a d'ailleurs marginalisé à la CDU, dit toujours à ses électeurs: « Je suis une ménagère souabe », celle qui garde la clé de l'armoire où sont rangés les pots de confiture, c'est-à-dire les Euros. Euros qui ne sont d'ailleurs pas donnés, mais prêtés à des taux très élevés, bien au-dessus du taux du marché.

Ne nous laissons pas impressionner par les pays émergents mais nous avons des choses à apprendre d'eux: toute leur énergie, toute leur politique extérieure consiste à gérer leurs intérêts. En fait, en Europe, nous avons besoin d'un Lula!

### Revenons à la « boutique », c'est-à-dire à la construction européenne. Faute d'avoir un Lula, faut-il repenser l'équilibre des pouvoirs entre les différentes institutions que sont le Parlement, la Commission et le Conseil? Par ailleurs, où en est l'idée d'un fédéralisme?

**T. F.:** D'abord, sur l'absence d'un Lula, je suis entièrement d'accord avec M. Foucher. Au milieu des années 1990, les dirigeants des États européens qui sont arrivés au pouvoir n'étaient pas très favorables à l'Europe: Jacques Chirac succédant à F. Mitterrand et V. Giscard d'Estaing, Silvio Berlusconi succédant à R. Prodi...

Ensuite, pour répondre à votre question, le mot fédéralisme revient dans les débats. Nous l'avons d'ailleurs entendu dans la table ronde précédente. Jusque-là, ce vocable était honni par une partie des Européens dans la mesure où il évoquait cette idée utopique des États-Unis d'Europe à laquelle personne ne croit plus. Le mot revient, donc, mais l'idée n'est plus exactement la même. Vous posez la question de l'équilibre des pouvoirs; il faut bien comprendre que l'UE a un système de gouvernement extrêmement compliqué qui associe les États et les institutions bruxelloises. C'est une méthode dite communautaire: le dernier mot revient aux États, avec un rôle accru du Parlement. C'est cet équilibre-là qui est menacé. La Commission a perdu beaucoup de son pouvoir, en particulier parce que les États ont tout fait pour qu'elle ne soit plus ce qu'elle était à l'époque de Jacques Delors. Ils ont choisi un président, José Manuel Barroso, qui a été élu contre l'avis des Français, des Allemands, des Belges, des Italiens... donc contre les pays fondateurs et à l'initiative principalement des Britanniques, qui ne sont pas vraiment de fervents Européens... Ensuite, le Traité de Lisbonne n'a pas amélioré les choses en créant une sorte de structure parallèle: le poste de secrétaire permanent du président du Conseil, qu'occupe Herman Van Rompuy, un homme qui mérite d'ailleurs mieux que les sarcasmes dont on l'accable.

### « Notre modèle géopolitique est en avance sur le Monde »

Voilà l'idée sous-jacente au nouveau fédéralisme: un retour à la méthode communautaire. Mais j'y vois plusieurs conditions. La première, c'est qu'on n'oublie pas que nous sommes dans une fédération d'États-nations, dont il faut

respecter autant que possible les prérogatives. Cela suppose un fédéralisme décentralisé. Deuxièmement, certains États, tels que l'Angleterre, ne seront jamais acquis à la cause du fédéralisme. Ce sera donc forcément sous la forme de « coopérations renforcées » ou « structurées » comme le mentionne le Traité de Lisbonne, n'engageant pas tous les États, comme c'est le cas de la zone Euro ou de l'espace Schengen; à ce prix, nous pouvons tendre vers une union politique plus étroite, qui suppose la création d'un espace de débat et l'apparition de partis politiques réellement européens.

### Dans votre livre *L'Europe et l'avenir du Monde*, vous écrivez, Michel Foucher, que l'Europe est un laboratoire du multilatéralisme? Qu'entendez-vous par là et est-ce toujours d'actualité?

**M. F.:** Cela signifie que c'est le seul espace au Monde qui connaisse autant de négociations entre États souverains, y compris d'ailleurs sur la dette publique. Aux États-Unis, il y a certes négociation, mais entre B. Obama et le président républicain de la Chambre des représentants. Au sein de l'Union européenne, depuis le Traité de Lisbonne, toutes les décisions importantes sont prises à l'unanimité ou à la majorité qualifiée, même si le Parlement dispose désormais du pouvoir de co-décision sur la moitié des directives et des décisions importantes, ce qui constitue un progrès: il peut être un allié fondamental pour les prochaines négociations. Cette configuration en termes de mise en commun de la souveraineté est unique au Monde. Nulle part ailleurs, on ne s'embarrasse en imposant la co-décision entre États. Le Mercosur, c'est d'abord le Brésil; Et malgré l'Asean, il n'est nullement question d'unité asiatique.

La difficulté, c'est que notre modèle géopolitique est en avance sur l'état du Monde. C'est bien pour cela qu'il nous faut tenir face aux remises en cause de ce modèle. Une position compliquée dès lors que la *short list* de nos intérêts communs est très mal définie, en raison de l'opposition des Britanniques.

Pour répondre à T. Ferenczi, quand j'ai évoqué H. Van Rompuy, ce n'était pas du tout négatif. À partir de 2012, il va assumer la présidence du Conseil des chefs d'État pour la zone Euro et je pense que cela sera efficace. Il faut en effet constamment adapter les pratiques. Encore une fois, dans l'histoire de la construction européenne, toutes les initiatives importantes ont été prises hors traité. C'est dans un second temps que l'on mutualise et que l'on convainc les autres États.

Je voudrais conclure sur l'un des objets du multilatéralisme européen: les politiques communes. Nous allons entrer dans des négociations budgétaires extrêmement difficiles pour la période 2014-2020. Mon conseil: il faut que toutes les forces concernées par toutes les politiques communes, dont la PAC, travaillent ensemble. Car derrière les attaques sur la PAC, il y a des attaques sur la politique de cohésion territoriale, au prétexte qu'il faudrait dépenser moins pour le maïs dans le Gers, par exemple, et plus pour la recherche & développement à Edimbourg... Tout cela ne tient pas. Le

principe, c'était l'idée de Delors, consiste à compenser les forces du marché par un minimum de péréquation. Cette notion fondamentale, les Allemands la comprennent. Ils ont un mot pour la désigner: *finanzausgleich*. Car la force de l'Allemagne, c'est la qualité de la péréquation négociée entre le Bund et les Länder. Ce système a bien fonctionné jusqu'à maintenant dans le cadre européen.

En revanche, la Commission doit cesser de nous tenir le discours de l'ultralibéralisme. Il y a une naïveté extraordinaire dans cette volonté permanente d'ouverture du marché européen aux autres, alors que la réciproque n'est pas vraie. Le principe de la réciprocité dans les négociations internationales est fondamental, de même que le rôle des États, des collectivités locales, bref des politiques publiques. On ne peut pas défendre une politique publique comme la PAC, de manière isolée, en espérant ainsi mieux s'en sortir que ceux qui défendent d'autres politiques publiques. Ayons une approche globale de la promotion – et pas seulement de la défense – de toutes les politiques publiques pour la période 2014-2020.

## Dessine-moi une exploitation.

Puisque la Politique agricole commune (PAC) veut remettre le citoyen au cœur des débats, nous nous sommes interrogés sur les multiples demandes et attentes qui émanent de la société à l'égard de l'agriculture, de l'alimentation, de l'environnement, des territoires... Il est vrai qu'au regard des toutes dernières crises, comme *Escherichia coli* ou les algues vertes, on se doute que les attentes vont être encore plus fortes. Dans ce contexte, est-il encore possible de dessiner une exploitation idéale, qui réponde à toutes ces exigences ?

Une exploitation qui sera sans doute très éloignée de l'idéal type de l'exploitation familiale sur la base de laquelle s'est construite la PAC. Et si nous n'avons pas ce débat agriculture et société, sachez que d'autres ont déjà des projets. La FAO y pense aussi.

### LES INTERVENANTS

#### François PURSEIGLE

Maître de conférences en sociologie à l'INP-ENSAT (École Nationale Supérieure Agronomique de Toulouse), François Purseigle est chercheur associé au Centre de recherches politiques de Sciences Po-Paris (CEVIPOF). Ingénieur en agriculture, docteur en sociologie rurale, il a participé et coordonné plusieurs projets de recherches dont un portant sur la caractérisation des « *agricultures de firme* ».

Son portrait détaillé :

[http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id\\_article=3177](http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=3177)

#### Étienne BARADA

Agriculteur gersois, Étienne Barada est président des Jeunes Agriculteurs de Midi-Pyrénées et ingénieur agronome. Ancien élève de l'ENSAT (École Normale Supérieure d'Agronomie de Toulouse), il est aujourd'hui producteur de lait avec 140 têtes de bétail et 650 000 litres de lait à produire. Installé avec sa mère en GAEC (Groupement Agricole d'Exploitation en commun), il exploite 85 ha en coteaux secs, sans irrigation.

Son portrait détaillé :

[http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id\\_article=3158](http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=3158)

#### Marie-Hélène AUBERT

Ancienne députée européenne, Marie-Hélène Aubert est vice-présidente de l'Association internationale pour une agriculture écologiquement intensive (AEI), association présidée par Michel Griffon.

Son portrait détaillé :

[http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id\\_article=3157](http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=3157)

### TABLE RONDE

**Mission Agrobiosciences : Prenons l'exemple des fermes gratte-ciel. Un scénario un peu caricatural et un peu extrême que celui de mettre les fermes au cœur des villes ? Ainsi l'eau et les insecticides seront gérés au plus près, plus de problème d'intempéries, des circuits ultra-courts (il suffira de prendre l'ascenseur pour s'approvisionner). Vous rajoutez un peu de viande synthétique – c'est à l'étude –, et il n'y aura plus de problème d'agriculture. Comment réagissez-vous à ce scénario ?**

**Étienne Barada :** Effectivement, ce scénario est très caricatural et provocateur. Parce que le rural représente quelque chose d'important dans notre société, française en particulier. Jazz in Marciac et les Controverses sont un bel exemple de la vitalité de notre territoire. Je pense que s'il n'y avait pas d'agriculture, il n'y aurait certainement pas de vie, ni d'événements de ce type, dans ce monde rural. Et, par ailleurs, je veux souligner que le développement de la ruralité est lié au développement de l'économie agricole. Alors, en tant qu'agriculteur et en tant qu'acteur du monde rural, je crois que ce serait réducteur, choquant voire dangereux d'aller plus loin dans l'urbanisation et de confondre évolution démographique et développement. Il est important de montrer au consommateur que, derrière un produit, il y a une agriculture. Pour moi, les fermes verticales résumant la fonction d'alimentation à un simple besoin vital et ne prennent pas en compte sa dimension plaisir.

**François Purseigle :** Il est intéressant de forcer le trait pour essayer de mieux comprendre et de mieux se faire comprendre. Pour moi, cette idée de ferme verticale traduit trois choses. Premièrement, l'interpénétration entre urbanité et agriculture. À travers cette image paroxystique de la ferme verticale, il me semble important de souligner que la question agricole, aujourd'hui, ne se confond plus avec l'existence de sociétés paysannes ou de sociétés rurales. C'est un fait établi. Alors, cela pose la question du statut social de l'agriculteur. Dans ces empilements que représente la ferme verticale, cet agriculteur est-il un urbain ou non ?

Deuxièmement, cette image traduit une autre tendance, celle de l'entrée en urbanité du monde agricole – je ne dis pas en urbanisation. Cela veut dire que les modes de vie urbains se répandent même à la campagne, mais cela ne signifie pas forcément la fin de la question agricole.

Aujourd'hui 3 milliards d'êtres humains vivent dans les villes ; il n'y en a jamais eu autant. Ceci étant, d'un autre côté, en valeur absolue, il n'y a jamais eu autant de paysans,

c'est-à-dire d'individus vivant d'une activité agricole : ils sont 2 milliards 600 millions, alors qu'ils n'étaient que 2 milliards en 1970. Donc, oui, il y a une montée en urbanité. Mais, non à la fin des paysans et à la fin de la question agricole. Enfin, troisième point, cette image caricaturale de la ferme verticale renvoie à la nécessité de penser la coexistence entre des populations différentes et à la capacité de l'agriculture à être intégrée verticalement. Reste que l'agriculture en ville intègre, également, horizontalement. Pensons à ces initiatives américaines qui donnent à voir une agriculture insérant des populations en grande difficulté. L'agriculture en ville, c'est aussi un secteur capable de répondre à des attentes sociales fortes.

**Cela ré-interroge un terme que tout le monde emploie : finalement, qu'est-ce qu'une exploitation agricole ? Où commence-t-elle ? Où finit-elle ? Est-ce une entité sociologique, juridique, économique ou politique ?**

**F. P. :** Nous vivons au début du XXI<sup>e</sup> siècle et nous utilisons, c'est vrai, cette expression d'exploitation agricole qui est un peu datée, et qui renvoie à une réalité historique particulière. Car lorsque vous dites exploitation, vous pensez certainement à l'exploitation familiale à 2 UTH<sup>1</sup> telle qu'elle a été pensée à la fois par les politiques et par les professionnels. Or, même si ce modèle familial prédomine encore en Europe occidentale, notamment, il est déstabilisé.

On exploite un territoire, on exploite des ressources. Mais peut-on, encore aujourd'hui, parler d'exploitation d'un territoire ou de ressources ? Cependant, il faut produire. Ne pourrait-on pas alors parler de nouvelles formes d'organisations de la production en agriculture et de nouvelles formes d'organisation sociale du travail en agriculture ? *De facto*, on voit bien que de nouvelles formes émergent : des formes associées à des logiques de firmes, et parfois à des logiques de subsistance. Comprenez, des agriculteurs n'ont plus rien à transmettre, des exploitants n'ont plus de patrimoine.

Or, qui dit « exploitation » dit logique patrimoniale. Il y a une confusion entre logique patrimoniale et logique de production, or on voit bien que la déconnexion est de plus en plus grande et que la montée en puissance de la forme sociétaire révèle, aussi, l'incapacité de l'exploitation individuelle à 2 UTH à être transmise aujourd'hui. Cela pose une vraie question, tout comme la gouvernance. Sur une exploitation, vous trouvez aujourd'hui un chef d'exploitation, certes, mais aussi des salariés. Ce même chef d'exploitation d'une entreprise de type EARL<sup>2</sup> peut, aussi, être le salarié de la SCEA<sup>3</sup> qui l'a créée et le responsable du GFA<sup>4</sup>.

Bref, une exploitation agricole n'est plus simplement une entreprise individuelle, mais un empilement, une combinaison de statuts. On est loin du schéma du papa et de la maman qui vont transmettre une petite production et un patrimoine à un fiston.

**E. B. :** C'est vrai, il est très compliqué de définir ce qu'est une exploitation agricole. François a bien résumé la problé-

matique. Il y a, aujourd'hui, sur notre territoire, des façons multiples d'exercer la fonction agricole – de l'entrepreneur à l'exploitant –, et une multiplicité des formes d'agriculture. Sur les modèles familiaux, nous notons, effectivement, une évolution forte, puisque la forme à 2 UTH est en train de disparaître. De nos jours, nombre d'agriculteurs et d'agricultrices ont un ou une conjointe qui travaille à l'extérieur. Cela va profondément changer notre agriculture et aura des conséquences sur la transmission de l'outil.

Ensuite, cette activité agricole doit tenir plusieurs rôles : la production, d'abord, qui reste primordiale ; l'aménagement du territoire, ensuite ; et la production de biens publics en lien avec l'environnement. Sans oublier les enjeux sanitaire et social, avec la vivification du milieu rural.

Enfin, l'agriculture reste une source d'emplois importante et je reste convaincu qu'à l'avenir elle pourra fournir encore davantage de postes aux chômeurs. Il est dommage de rester dans ce modèle d'après-guerre, où quand il y a eu besoin de main-d'œuvre, on est allé chercher des bras à la campagne. Aujourd'hui, il y a moins d'offres d'emplois dans les villes et je pense que, demain, il sera possible de recréer de l'emploi dans nos territoires ruraux. Mais cela dépend de l'agriculture que la société désire.

**Pour créer des emplois, peut-être faut-il créer des entreprises. Mais les banques ne préfèrent-elles pas prêter de l'argent à des investisseurs comme Charles Beigbeder<sup>5</sup>, pour acheter des terres en Ukraine, qu'à un jeune agriculteur qui voudrait s'installer ? Ce qui est dommage puisque, vous dites François, qu'il y a un désir d'agriculture chez les jeunes. Sachant que de plus en plus d'entreprises agricoles – de très grosses en bonne santé financière ou de toutes petites économiquement fragiles –, ne sont plus transmissibles, peut-on encore créer des entreprises, donc des emplois, et les gouverner en milieu rural ?**

**F. P. :** Je rappelle que l'agriculture crée de l'emploi. Il n'y a jamais eu autant de saisonniers en agriculture et le nombre de salariés – 144 000 – est relativement stable pour une population active familiale qui ne cesse de diminuer. Donc, ce métier n'est pas forcément synonyme de précarité.

Ensuite, oui, des jeunes veulent travailler en agriculture, ils ont un désir d'agriculture, mais sans vouloir, forcément, être responsables d'une exploitation. Il faut peut-être lever le tabou du salariat. Aujourd'hui, un jeune agriculteur

1 – Unité de travail humain

2 – Exploitation agricole à responsabilité limitée

3 – Société civile d'exploitation agricole

4 – Groupement foncier agricole

5 – <http://www.lafranceagricole.fr/actualite-agricole/ukraine-le-groupe-agricole-de-charles-beigbeder-veut-acceler-ses-investissements-22224.html>

peut être le salarié d'une entreprise créée par son père et développer des activités commerciales ou de valorisation. Il peut s'inscrire dans ce métier sans être le chef d'exploitation repéré par les statistiques.

Il y a là aussi un problème : notre appareil de statistique agricole a du mal à repérer ces nouvelles individualités. Il sait compter lesdites exploitations professionnelles, mais pas les autres, qu'on ne sait pas nommer, ces pluriactifs qui n'auraient pas un revenu principal émanant de l'activité agricole. Cela pose question, parce qu'il y a de plus en plus de jeunes, même en zone céréalière, qui sont représentants d'entreprise semencière et ont un « à-côté ». Ils sont plus que de simples chefs d'exploitation. La pluriactivité n'est pas l'apanage des plus petits. Elle est aussi très répandue au sein de structures d'exploitation relativement importantes. Il faudrait donc se poser aussi la question de savoir ce qu'est réellement un producteur agricole.

Concernant l'intransmissibilité, cette question inquiète le secteur bancaire et les centres de gestion. Des entreprises vont bien en agriculture, mais elles sont dans l'incapacité, malgré le développement de formes sociétaires, d'être transmises. Donc *quid* du capital extérieur en agriculture ? Alors que des fonds de pension investissent massivement à l'Est ou ailleurs en agriculture, ne pourrait-on pas imaginer des fonds d'investissement de proximité ? Localement, que peut-on faire pour que l'investissement puisse être possible en agriculture ? Il existe des initiatives intéressantes, notamment en matière de foncier - je pense à Terre de Liens<sup>6</sup>. Un débat est à entreprendre au sein de la coopération agricole sur ces fonds d'investissement de proximité : comment les organisations pourraient-elles venir en aide à ces jeunes qui cherchent à investir mais qui sont en difficulté ?

Car n'oubliez pas que l'on ne peut pas transmettre une entreprise avec des dettes en France. Et les prêts *in fine*<sup>7</sup> ne sont pas répandus comme au Danemark. C'est aussi cela qui rend difficile la transmission des exploitations dans nos campagnes. En France, nous fonctionnons plus sur des modalités de transmission par capitalisation. Ces modalités sont aujourd'hui interpellées. Mais c'est aux organisations professionnelles et à l'État de s'interroger sur de nouveaux dispositifs.

**E. B :** Ce sujet est primordial pour moi, car je suis président des Jeunes agriculteurs Midi-Pyrénées. Le premier de nos combats est le renouvellement des générations en agriculture. Quand j'entends François dire que l'on ne s'occupe pas forcément bien de tous ces jeunes qui ont un désir d'agriculture, je m'insurge un peu. L'état d'esprit a changé. Aujourd'hui, nous aidons les jeunes à s'installer et à se former avec le plus de compétences possibles, quel que soit leur projet d'installation, à partir du moment où il est viable et viable.

Sur le salariat également, les mentalités changent. Encore faut-il avoir les moyens d'embaucher des gens, et cela reste un problème important. On voit aussi de plus en plus de jeunes qui, avant de s'installer, travaillent en tant que salarié, dans la ferme parentale ou dans une autre, pour

y développer de nouvelles activités ou pour acquérir de nouvelles compétences.

Ensuite, il est vrai que la pluriactivité mériterait un large débat. Je représente un syndicat d'agriculteurs qui se considèrent comme des entrepreneurs agricoles, des chefs d'exploitation. Qu'entendent-ils par pluriactivité ? S'il s'agit d'une transition pour résoudre un problème de foncier ou de taille d'exploitation, afin qu'elle devienne viable et vivable, alors effectivement ce peut être intéressant. Maintenant, derrière ce terme se cachent d'autres pratiques que je déplore. Par exemple, la non-volonté d'un chef de famille de transmettre sa ferme.

Dernier point, le foncier. Nous avons un véritable problème. Si nous souhaitons installer des jeunes, nous devons trouver des candidats hors-cadre familiaux, qui ne soient pas des enfants d'agriculteurs. Or, nous savons que plus de 80 % des exploitations travaillent avec du foncier, notamment en Midi-Pyrénées. Il va donc bien falloir trouver un moyen pour que ces jeunes aient accès au foncier. Nous pensons à de nouveaux systèmes d'investissement ou à des manières de différer cet investissement.

Ensuite, pour revenir à la question des investisseurs privés, il ne faut pas se leurrer. Si des investisseurs privés venaient, aujourd'hui, acheter de la terre dans le Gers dans le but de la relouer à des agriculteurs, je ne suis pas sûr qu'ils fassent le meilleur des investissements, étant donné le montant actuel des locations. Quant à M. Beigbeder, je ne suis pas sûr qu'il sera toujours propriétaire de ses terres en Ukraine dans dix ans... Cela pour vous dire que l'activité agricole et la spéculation sur les terres ne sont pas sur la même échelle de temps. Quand un agriculteur s'installe sur de la terre, il ne travaille pas pour trois ou quatre ans, mais pour une carrière. Il a donc besoin d'une garantie de pouvoir travailler la plus grande partie de ce foncier, le plus longtemps possible, de manière à développer une activité aussi stable que possible.

**F. P :** Un chef d'entreprise n'a pas forcément qu'un seul statut. Il multiplie les casquettes et ne se projette pas forcément *ad vitam aeternam* dans une seule entreprise. Il faut comprendre que des logiques d'établissement sont en train d'émerger en agriculture, avec un siège d'exploitation dans un endroit donné, et des sites de production ailleurs. En France, des exploitants dits « familiaux » développent des logiques d'établissement, des logiques de sites et des modes de gouvernance d'entreprise de production agricole atypiques. Enfin, si le jeune agriculteur français a besoin d'accéder au foncier, la question qui se pose est de savoir si nous voulons des producteurs qui bâtissent avant tout un patrimoine ou un outil de production qui sera transmissible et repris. Je vous fais remarquer que l'agriculture est peut-être la seule profession dans laquelle

<sup>6</sup> – <http://www.terredeliens.org/>

<sup>7</sup> – Par opposition au prêt amortissable, il s'agit d'un prêt dont ne sont remboursés, pendant sa durée, que les intérêts. Le capital n'est pas amorti mais est remboursé en une seule fois, à l'échéance.

on utilise ces termes de transmission-installation, et non pas, comme dans les autres secteurs, création, reprise, cessation d'activité.

Pourtant, ce n'est pas sale de cesser son activité. Ce n'est pas sale d'être salarié pendant quelques années d'une couveuse d'entreprises pour se tester et reprendre ensuite un outil. Ce n'est pas sale, non plus, pour un fils d'exploitant agricole d'être salarié de son père s'il vit bien son salariat. Je pense qu'il faudrait que les représentations évoluent, au sein même du monde agricole.

**Revenons aux attentes, voire aux injonctions, de la société. Étienne, en tant qu'agriculteur, comment réagissez-vous quand on vous demande à la fois l'abondance, des produits extrêmement sûrs, respectueux de l'environnement, le bien-être animal, et tout cela à bas prix... Y a-t-il un sentiment d'injustice, de culpabilité, de colère ?**

**E. B :** Effectivement, les agriculteurs voient ces demandes d'une façon un peu contraignante. Le problème, c'est que nous travaillons dans un marché mondialisé et que les règles que l'on nous applique ne sont pas les mêmes qu'ailleurs. Sauf que nous sommes en concurrence avec les produits qui viennent d'ailleurs.

Je veux dire par là, que tous les produits ne se ressemblent pas et qu'ils ne remplissent pas les mêmes qualités environnementales, sanitaires et sociales. On peut vouloir la plus belle des agricultures pour son pays, sauf que si l'on n'achète pas ses produits, le beau rêve sera tué.

J'ai entendu, la semaine dernière, un sondage sur une grande radio française. Quand on demande aux auditeurs s'ils achètent un produit alimentaire pour son prix ou pour sa provenance, 91 % d'entre eux répondent pour le prix. Soit les consommateurs sont schizophrènes, soit ce n'est pas la majorité d'entre eux qui s'exprime et qui contraint l'agriculture.

Attention ! Je ne dis pas que les normes environnementales, sanitaires et sociales vont trop loin. Mais comment faire pour qu'elles s'inscrivent aussi dans l'acte d'achat des consommateurs ?

**Vous voulez dire que si vous devez respecter toutes ces normes, vous ne pouvez pas vivre de votre métier...**

**E. B :** Le respect de certaines normes a un coût, qui n'est pas toujours répercuté dans les produits. Prenons l'exemple de deux briques de lait : l'une issue d'un producteur qui est aux normes pour le stockage des effluents d'élevage ; l'autre qui vient de l'étranger, où ces normes sont beaucoup moins dures. Les deux litres de lait ont le même goût, mais le premier remplit une fonction environnementale supplémentaire par rapport au second, ce qui justifie un prix plus élevé. Sauf que cela n'est pas indiqué sur l'emballage. Le consommateur, lui, ne voit que la différence de prix.

Autre problème, quand ils arrivent dans un supermarché, les consommateurs sont sollicités par les télévisions, les

canapés, les voyages et autres concerts. Ils sont prêts à faire des sacrifices sur l'alimentation pour se payer des loisirs.

Juste un chiffre pour conclure : l'alimentation dans le budget des ménages représente entre 13 et 15 %. Et la part des produits agricoles dans ce budget n'est que de 2 %.

**F. P :** L'expression « l'injonction de la société » m'interpelle. Cela signifierait, d'une certaine manière, que les agriculteurs sont en dehors de la société. Je pense que le débat agriculture/société est un faux débat. Les agriculteurs n'ont jamais été autant qu'aujourd'hui dans la société. Leurs enfants vont à l'école avec des enfants dont les parents ne sont pas agriculteurs. Le chef d'exploitation et sa femme s'interrogent sur l'usage des phytosanitaires. Il existe différentes agricultures, différents profils d'agriculteurs. Tous ne sont pas insensibles à la question environnementale. Alors parlons plutôt des injonctions émanant des pouvoirs publics, de certaines organisations, de certaines associations... Cela pose quand même le besoin d'une réflexion sur ce qu'attendent certaines catégories de la société en matière de biens publics produits par les agriculteurs. Et peut-être que ces acteurs attendent de la profession agricole qu'elle anticipe davantage ce que pourrait être le bien public environnemental. Le problème est sans doute là : les agriculteurs sont en attente. Ils devraient anticiper davantage, être pro-actifs.

**Finissons par la PAC... Pour Étienne, une exploitation idéale permet de faire vivre ceux qui travaillent dessus. Reste cette contradiction dans le discours des agriculteurs : depuis toujours, ils disent vouloir vivre de leurs revenus mais, dans le même temps, ils défendent les aides de l'Europe... Où sont les contradictions et qu'attendez-vous de la nouvelle PAC ?**

**E. B :** Les agriculteurs ne vivront pas demain du prix de leurs produits. Nous le déplorons, certes, mais malheureusement les aides de la PAC représentent un montant supérieur aux revenus des agriculteurs dans la majorité des exploitations de Midi-Pyrénées.

Il est impossible, en un claquement de doigts, de supprimer la PAC pour aller vers des produits rémunérateurs.

Je crois que, dans la prochaine PAC, il est important de remettre l'agriculteur au milieu des citoyens et des peuples français et européen. Si on ne donne pas à notre profession agricole les moyens de réaliser ce que souhaitent les consommateurs, nous ne pourrons pas répondre à leurs attentes. J'aimerais rappeler que les pays ne se spécialiseront pas par catégorie de nourriture. Nous devons produire pour tous les Français et disposer d'exploitations viables et vivables.

Pour rebondir sur les propos de François, les agriculteurs sont bien dans leur société, même s'ils ne le montrent pas toujours et s'ils ont parfois tendance à traîner des pieds. Mais si nous étions davantage pro-actifs et si nous valorisions mieux ce que nous faisons, vous seriez surpris ! Cela

permettrait sans doute de gommer cette image de cancre que nous avons. Car nous faisons beaucoup pour notre société.

**F. P :** On parle d'élargissement, mais je ne pense pas que la PAC soit confrontée à un changement d'échelle. Alors qu'elle a été pensée pour accompagner un modèle à 2 UTH, pour assurer un revenu et la pérennité des exploitations, elle est aujourd'hui confrontée à la diversité, à l'éclatement des modèles agricoles. Et quelle réponse, quels outils, quels dispositifs la nouvelle PAC proposera-t-elle pour accompagner ces modèles divers ?

Il n'y a jamais eu autant, en Europe, de micro-exploitations<sup>8</sup>, qui n'ont même pas de nom : elles sont 11 millions sur 13 millions. Sur ces 13 millions, 19 % s'occupent de 77 % des territoires. Que nous dit la PAC de ces 11 millions d'exploitations ? Quels dispositifs sont mis en place pour protéger les uns et accompagner les autres ?

Et toutes ces agricultures, de subsistance en particulier, en Méditerranée notamment, peuvent-elles uniquement renvoyer aux dispositifs de la PAC ? Ou bien faut-il imaginer un accompagnement par des politiques qui ne relèvent pas de la PAC ? Peut-on accompagner toutes les agricultures ? Car n'oublions pas que toutes les productions ne sont pas soutenues par la Politique agricole commune.

Nous parlons de la politique des prix : mais quelles sont les propositions des politiques en matière d'organisation de la production ? Quels dispositifs peuvent être mis en place pour accompagner la mise sur le marché ?

Nous nous interrogeons sur la volatilité des prix : mais la PAC peut-elle aussi répondre à de nouvelles attentes en matière de politique des structures ? Les politiques des structures pourront-elles faire l'objet d'autres dispositifs de politiques ?

Bref, la question agricole ne se résume pas à une question d'agriculture biologique, une question de prix, une question de modèle. C'est aussi une question sociale. Et, malheureusement, lorsqu'on parle agriculture, on parle rarement de projet social.

## RÉACTION

**Marie-Hélène AUBERT :** Ma première réaction concerne les fermes verticales, dont le côté science-fiction me fait un peu peur. Comme le film *Soleil Vert*<sup>9</sup> qui montrait comment, dans une époque futuriste et très sombre, les personnes âgées en fin de vie étaient transformées en plaquettes de nourriture pour la population... Ces fermes verticales, avec des ascenseurs, me font penser à un film catastrophe, à une production hollywoodienne sinistre. Heureusement, les exploitations agricoles n'ont rien à voir avec ce modèle. Deuxième point. Au cours de cette table ronde, on a beaucoup parlé d'aspects économiques et financiers, d'actes notariés, de transmission foncière, de chefs d'entreprises, d'agrimanagers comme on disait à une époque... Ces aspects sont, évidemment, très importants. Reste, il me semble, qu'une exploitation demeure d'abord une exploitation de ressources, naturelles notamment. Dans ce débat de la définition d'une exploitation agricole, il est donc également question d'agronomie et de pratiques d'élevage, et pas seulement de capital financier, de règles administratives et de transmissions foncières, même si ces aspects sont essentiels.

De ce point de vue, nous connaissons une période de mutation et de crise très importante. Un réchauffement planétaire accéléré qui conduit, d'un côté, à des sécheresses ayant des impacts très lourds ou, à l'inverse, des pluies, véritables cataractes détruisant tout autant que la sécheresse. Sans oublier le prix de l'énergie et des intrants qui ne cessent de croître. Face à cette situation nouvelle, une adaptation s'impose. Bref, le contexte oblige à une révision du modèle d'exploitation, tel qu'on l'entendait jusque-là et qui considérait que le sol et l'eau étaient des données illimitées et renouvelables à l'infini. Ce n'est pas le cas. Au vu de ce bouleversement, l'agronomie et l'agroécologie<sup>10</sup> concernent tous les chefs d'exploitation.

Pour apporter une note positive, constructive et optimiste, j'aimerais parler des centaines d'initiatives qui fleurissent dans notre pays comme ailleurs, pour innover dans ce domaine. De nombreux réseaux, qui rassemblent des centaines de milliers d'agriculteurs, existent et développent des pratiques à la fois anciennes et très innovantes. Je pense, par exemple, à l'Association pour l'agroforesterie<sup>11</sup>, à l'agriculture intégrée, biologique, durable, écologiquement intense... Sans oublier le semis direct sous couvert<sup>12</sup>, qui se structure en réseau international. De nombreuses

8 – Moins de 6 UDE, Unité de dimension économique.

1 UDE équivaut à 1,5 ha de blé.

9 – *Soleil vert* (*Soylent Green*), film de Richard Fleischer, 1973, inspiré du roman *Soleil vert* de Harry Harrison. L'action se déroule à New York, en 2022.

10 – <http://agroecologie.cirad.fr/accueil>

11 – <http://www.agroforesterie.fr/>

12 – [http://fr.wikipedia.org/wiki/Semis\\_direct\\_sous\\_couvert](http://fr.wikipedia.org/wiki/Semis_direct_sous_couvert)

expériences concernent également l'utilisation de l'eau, de manière plus économe ou grâce à un travail sur des variétés plus résistantes.

Je ne dis pas que toutes ces expériences sont la panacée universelle, mais il y a une réelle dynamique autour de ces nouvelles pratiques. L'enjeu : construire des exploitations agricoles beaucoup plus résistantes et solides face aux aléas climatiques, économiques et financiers.

Enfin, je terminerai sur l'important besoin de liens entre ce terrain de l'innovation quotidienne et de la mutualisation des pratiques avec, d'une part, la recherche scientifique, qui doit être mieux adaptée aux préoccupations des agriculteurs et des éleveurs, et, d'autre part, de grands acteurs économiques tels que, par exemple, les coopératives. Car ce n'est pas UN modèle qu'il nous faut ré-inventer, mais des modèles adaptés aux différents écosystèmes, territoires et productions.

Un renouveau dans ce domaine devrait permettre de dessiner la ferme de demain, qui redonnera aux agriculteurs et aux éleveurs les marges de manœuvre et d'autonomie qu'ils ont perdues, dans des règles administratives françaises et communautaires.

Les producteurs, par le biais de réseaux, de leurs syndicats ou de leurs organisations professionnelles, devraient avoir toute leur place dans la Politique agricole commune. Il ne me semble pas qu'ils l'aient complètement, alors que l'agriculture de demain s'invente sur le terrain, tous les jours dans les régions françaises et européennes. Alors, sans être béate d'optimisme, je regarde ces expériences et cette dynamique à porter et qui devrait avoir toute sa place dans la réforme de la PAC.

## Aides agricoles : la légitimité à quel prix ?

Après une matinée consacrée à ces grands bouleversements que constituent la crise économique et financière ainsi que les recompositions géopolitiques de l'Europe et du Monde, l'après-midi s'est recentrée sur la PAC, avec ce fil rouge : « Qu'est-ce qui coince ? » Et en la matière, difficile d'éviter la question des aides agricoles... Amplement critiquées depuis des décennies, réformées, rebaptisées, découplées, recalculées, elles sont au cœur des débats sur la légitimité ou non de la politique agricole communautaire, en Europe et ailleurs. Une légitimité qui passe prioritairement par une plus grande équité entre les agriculteurs, entre les filières et entre les États membres. La Pac de l'après 2013 parviendra-t-elle à un rééquilibrage ? Les réformes proposées parviendront-elles à faire oublier les débats purement financiers, les logiques sectorielles et les parti-pris nationaux, pour dégager un nouveau projet donnant sens à la Pac ? Du côté des Britanniques, en tout cas, ce n'est pas gagné... Quant au caractère redistributif ou non des nouveaux types de soutiens, les avis sont restés divisés.

### LES INTERVENANTS

#### Jean-Christophe BUREAU

Chercheur et professeur d'économie à l'INRA – AgroParisTech, chercheur associé au CEPPI et co-dirigeant de l'Unité Mixte de Recherche en Économie publique (UMR INRA 210).

Ses travaux portent sur les questions de commerce international dans le domaine de l'agriculture et de l'environnement ainsi que sur la PAC (Politique Agricole Commune).

Ancien membre de la cellule permanente du Conseil d'analyse économique du Premier Ministre, il travaille régulièrement pour le Parlement Européen et d'autres organisations comme la FAO. Il a travaillé successivement au Département d'économie de l'INRA, à l'OCDE, à l'Economic Research Service de l'US Department of Agriculture, à Trinity College Dublin et à Iowa State University.

Il a notamment publié « *La politique agricole commune* » (La Découverte, 2007).

#### Tomas LINES

Économiste anglais, consultant indépendant expert des marchés agricoles mondiaux.

Après une formation dans le domaine de l'économie du développement, Tomas Lines a été journaliste spécialisé dans les finances internationales et les marchés de produits de base. Conseiller auprès de plusieurs instances (le groupe socialiste du Parlement européen, puis l'association Oxfam), il s'est ensuite orienté vers l'expertise indépendante. Ses analyses concernent entre autres le commerce des produits de base et l'allègement de la pauvreté, la sécurité alimentaire ou encore les théories du marché.

En France, il a notamment été correspondant de l'agence Reuter à Paris, et a participé à une série de colloques du Centre d'Études et de Recherches Internationales (CERI/Sciences Po Paris), donnant lieu à un ouvrage collectif, *La Régulation des marchés agricoles internationaux : un enjeu décisif pour le développement* (L'harmattan, 2007). Il est par ailleurs l'auteur de plusieurs ouvrages publiés en anglais, dont *Making poverty : A history*, en 2008.

#### Albert MASSOT MARTI

Administrateur Principal au Parlement européen, Direction générale des Politiques internes de l'Union, Département thématique des politiques structurelles et de cohésion.

Professeur de droit communautaire, Albert Massot Marti a longtemps enseigné au sein de l'Université de Barcelone. Il a également été membre du cabinet du Secrétaire général du ministère régional de l'Agriculture de la Catalogne. Entré comme administrateur au Parlement européen dès 1986, il a d'abord intégré la Direction générale des Études. Administrateur principal depuis 2007, ce spécialiste des politiques agricoles et des marchés agroalimentaires internationaux, qui s'occupe tout particulièrement des études parlementaires dans le domaine agricole, est également fréquemment invité en tant que conférencier par des universités et des centres de recherche du Monde entier.

### REPÈRES

Le budget de la PAC s'inscrit dans un cadre financier pluri-annuel - les « perspectives financières », établies pour des périodes de 7 ans, et qui font l'objet d'un accord entre la Commission, le Conseil et le Parlement. Actuellement, le débat porte sur la proposition de la Commission, en juin 2011, concernant les perspectives 2014-2020. Celles-ci seraient en légère hausse, avec des ressources propres nouvelles, pour un montant total de 1000 milliards d'Euros.

Sur cette enveloppe, 386,9 milliards sont affectés à la PAC. Les paiements directs pour soutenir le revenu agricole, même s'ils sont découplés pour sortir d'une logique productiviste, restent au cœur du dispositif : aides directes et mesures de marché représenteraient environ 280 milliards d'euros pour 2014-2020 mais devraient être réparties plus équitablement et connaître un « verdissement ».

### LA TABLE RONDE

**Mission Agrobiosciences : On répète à l'envi que les aides agricoles, quel que soit leur montant, doivent apparaître légitimes. Mais légitimes auprès de qui ?**

**Albert Massot Marti :** Tomas Garcia-Azcarate ici présent a écrit plusieurs fois que la Pac, au cours de son long processus de réforme entamé en 1992, est en quête de légitimité. Je suis d'accord. C'est un des problèmes principaux de cette politique commune.

Le processus de réforme, qui n'est pas achevé, vise à modifier l'interventionnisme en faveur d'une part des attentes sociétales et d'autre part d'une orientation plus poussée de l'agriculture vers les marchés, pour mieux l'insérer dans le processus de la mondialisation. Voilà les deux objectifs des réformes en cours. Mais comment combler simultanément, et de façon équilibrée, le fossé entre les attentes sociétales, les attentes du monde agricole, et les impératifs économiques ? C'est tout le problème.

À partir de là, il faut retenir qu'il existe trois niveaux différents de légitimité, qu'il convient de ne pas confondre : il y a d'abord la légitimité agricole *stricto sensu*, qui concerne les demandes des agriculteurs. Puis vient la légitimité du projet de construction européenne, lié aux attentes des citoyens, des consommateurs, des contribuables. Et il y a enfin un troisième niveau de légitimité, lié aux contraintes externes : elle concerne les demandes des pays tiers et de l'OMC à l'égard de la Pac. Ces trois niveaux parfois contradictoires sont très étroitement imbriqués, et chaque réforme essaie de répondre plus ou moins aux trois.

Concernant les demandes économiques des agriculteurs, en matière de soutien des revenus et de lutte contre la volatilité des prix et des coûts, les réformes visent à rendre les aides plus efficaces et beaucoup plus équitables, car il existe des écarts énormes entre les agriculteurs européens. Un agriculteur polonais ne reçoit pas les mêmes montants d'aides par hectare qu'un agriculteur français, espagnol ou allemand.

Concernant le 2<sup>e</sup> niveau de légitimité, celui du projet européen, il relève du poids et du rôle du budget agricole à l'intérieur des perspectives financières européennes. L'objectif est que les aides agricoles démontrent leur valeur ajoutée dans un contexte de crise économique où d'autres secteurs demandent un soutien public. Retenons aussi que dans un contexte de restriction de crédit, bénéficier d'aides directes, c'est disposer d'un financement gratuit auquel très peu de secteurs ont droit.

Enfin, le troisième niveau implique que la Pac, comme toutes les politiques agricoles dans le Monde, respecte le cadre disciplinaire de l'OMC.

### Le retour des compensations, mais sur une idée nouvelle...

**En quoi la dernière réforme renforce ou non ces trois niveaux de légitimité ?**

**A.M.M :** Comme je l'ai indiqué, la réforme est un processus qui n'est pas terminé. Mais tous les changements apportés depuis 1992, mus par la mondialisation, ont un même fil rouge. Les réformes premières de 1992 et de l'Agenda 2000 visaient à remplacer un système de soutien fondé sur les prix par des aides directes liées à la production, toujours selon une philosophie compensatrice par rapport à la réduction des prix.

La deuxième phase, avec la réforme de 2003 et le Bilan de santé de 2009, a permis d'aller un peu plus loin : les aides directes, jusque-là liées à la production, sont découplées et deviennent des aides génériques au revenu. À partir de là, le soutien au revenu devient l'objectif principal de la Pac, qui y consacre 70 % de son budget. Et là, l'idée de la compensation disparaît, au profit de la stabilisation des revenus. Notez bien qu'à chaque phase, les réformes sont biséquentielles : 1992/Agenda 2000 ; 2003/Bilan de santé 2009... Aujourd'hui, nous entrons dans une troisième phase qui aura aussi deux phases précises : 2014/2020. En clair, 2014 marque le début d'une réforme qui va s'épanouir en 2020.

Quels sont ses objectifs ? Tout d'abord, il s'agit d'éliminer les références historiques, celles qui servaient de base de calcul pour les aides découplées de l'année 2003. Ensuite, il s'agit d'uniformiser les aides directes par hectare. Car à partir du moment où l'on accepte la liberté de produire, chaque hectare doit en théorie bénéficier du même niveau de soutien. Troisièmement, il faut fixer des objectifs multifonctionnels à ces aides qui, aujourd'hui, ne visent que le soutien des revenus. En plus des aides au revenu, s'ajoutent donc des aides aux biens publics environnementaux et des aides en matière d'équilibre territorial. Tout ce processus devrait donner lieu à une redistribution du soutien entre exploitations, entre systèmes de production et entre États. Et ce faisant, conférer une plus grande légitimité aux aides, fondée sur l'équité.

Quant à la compensation, elle ne s'attache plus à la réduction des prix. Elle a désormais pour objet les différentes conditions territoriales et structurelles des exploitations, ainsi que les règles particulières que l'UE impose à ces dernières, en comparaison aux agricultures des pays tiers, comme le bien-être animal, le respect de l'environnement, la conditionnalité etc. Dans ce contexte, des notions clé soutiennent le nouveau modèle d'aides : celle des systèmes territoriaux de production, celle des handicaps naturels et structurels, celle du bien public environnemental...

Il faut dire aussi que cette réforme ajoute de nouvelles idées par rapport à la Pac : le rééquilibrage de la chaîne alimentaire, l'organisation des filières, la création de nouveaux mécanismes de gestion des risques individuels...

**Vous n'avez évoqué qu'un seul type de légitimité, qui s'adresse plutôt aux agriculteurs et qui est conférée**

**par une plus grande équité. Mais qu'est-ce que cette réforme change au regard de l'OMC, des pays tiers, et des citoyens ?**

**A. M. M :** Vis-à-vis de l'OMC, c'est clair, toutes les réformes sont dans la ligne des règles que cette organisation édicte, mais je serais plutôt partisan de relire le cadre actuel des accords agricoles pour trouver de nouveaux fondements aux aides qui ne soient pas ceux des aides décollées ni des aides environnementales.

Concernant la légitimité de la Pac aux yeux des citoyens européens, elle se fonde sur les notions nouvelles que j'ai citées : le bien public, les actifs agricoles comme bénéficiaires prioritaires, la sécurité alimentaire, la sécurité environnementale...

**Au Royaume-Uni, la réforme de la PAC, on n'en entend jamais parler !**

**Merci pour ce point complet. Reste que les États membres ne sont pas forcément à l'unisson. Tomas Lines, pourriez-vous nous préciser quelle est la position du Royaume-Uni vis-à-vis de la Pac et des réformes en cours ?**

**Tomas Lines :** En premier lieu, il faut préciser que, malheureusement, ce qu'il se passe dans l'UE fait l'objet de très peu de reportages et d'informations dans les *mass media* britanniques. La réforme de la Pac ? On n'en entend jamais parler ! C'est un débat qui se déroule uniquement dans les cercles agricoles et politiques. Ensuite, il est utile de savoir que le Royaume-Uni n'a pas de constitution. Il n'y a aucun document de ce type, mais plutôt une série de pratiques constitutionnelles qui évoluent dans le temps. En l'état actuel des choses, le Gouvernement britannique à Londres est responsable de toutes les affaires nationales, à l'exception de ce qui est dévolu aux instances inférieures, dont les gouvernements de l'Écosse, des Pays de Galles et de l'Irlande du Nord. En revanche, il n'y a pas de gouvernement spécifique à l'Angleterre. C'est illogique, mais c'est ainsi.

À cette pluralité d'instances, s'ajoute une grande pluralité politique. À Londres, ce sont les conservateurs en coalition avec les démocrates libéraux - conservateurs qui sont d'ailleurs encore plus ultra-libéraux que l'était le gouvernement de Mme Thatcher, mais aussi beaucoup plus maladroits. Au pays de Galles, au contraire, les travaillistes sont au pouvoir. À Édimbourg, le gouvernement est aux mains des nationalistes écossais. Et en Irlande du Nord, c'est un mélange de nationalistes irlandais et de pro-Britanniques.

**Et que donne cette pluralité par rapport aux politiques agricoles ?**

**T.L :** Au début du mois de janvier dernier, le secrétaire d'État chargé de l'agriculture, de l'environnement et des affaires rurales, Caroline Spelman, a prononcé un grand discours à Oxford pour dire en substance qu'il fallait réduire notre dépendance en termes d'aides directes. Selon elle, la croissance de la demande globale pour l'alimentation et

l'augmentation des prix alimentaires rendent possible une réduction des subventions et, à terme, leur suppression totale. Par ailleurs, elle a affiché son souhait d'une Pac plus « verte ». À la fin du même mois, son ministre adjoint, Jim Paice, reçoit les représentants de l'agriculture du Pays de Galles et leur dit : « Il y a des bruits qui courent selon lesquels nous voudrions voir la fin des aides directes... C'est un non-sens absolu. Une proposition absurde. L'agriculture n'y survivrait pas et j'espère que quand nous publierons nos propres propositions, nous suggérerons une très longue transition du système actuel de la Pac ». Est-ce là une volte-face ? Il faut dire que les gouvernements gallois, écossais et nord-irlandais avaient déjà exigé le maintien des aides directes et des mesures de soutien au marché dans leur propre réponse à la Commission européenne. Et que les Écossais, surtout, agriculteurs et gouvernement confondus, ont réagi très négativement aux propositions de Mme Spelman. Puis, au mois de juin, devant la commission agricole du Parlement britannique, Jim Paice déclare tout le contraire : il faut diminuer les subventions qui créent des distorsions sur le marché...

En clair (!), le gouvernement britannique souhaite effectivement réduire les subventions au cours des années à venir, et supprimer les aides directes à partir de 2020. Or, c'est le gouvernement britannique seul qui a sa place au Conseil des ministres européen, alors même que sa position est controversée au sein du Royaume-Uni.

**Il n'y a pas de débat, le statu quo l'a emporté.**

**Concernant les autres États membres, Jean-Christophe Bureau, quels sont les points de désaccord ?**

**Jean-Christophe Bureau :** Honnêtement, il n'y a pas de désaccord. À titre de comparaison, souvenez-vous de la fin 2008. Il régnait alors, vraiment, un désaccord fondamental sur la Pac. La présidence française avait proposé un texte sur les orientations de cette politique commune, dans lequel elle défendait la notion de préférence communautaire, censée être la base de la Pac. Face à la levée de boucliers d'un grand nombre d'États membres, les mots mêmes de « préférence communautaire » ont été retirés du texte alors que ce terme reste officiellement un des principes fondateurs de la Pac. Malgré cela, au vu des divergences, ce texte n'a pas été accepté en tant que conclusion du Conseil des ministres de l'Agriculture, mais seulement en tant que conclusion de la présidence française...

Depuis, tout le monde a l'air d'accord. La communication de la Commission sur la Pac à l'horizon 2020, présentée en novembre 2010, a quasiment fait l'unanimité : seuls deux pays, parmi lesquels le Royaume-Uni, ont exprimé leur désaccord. Et le texte du Parlement européen – le rapport Dess –, qui se prononçait en juin 2010 sur cette même communication de la Commission, fait également l'objet d'un relatif consensus. Il faut dire aussi qu'il n'y a pratiquement plus de réforme, ou en tout cas une réforme peu ambitieuse dans ce que compte proposer la Commis-

sion... Le statu quo l'a un peu emporté. Il n'y a pas de débat et tout cela en devient ennuyeux.

**D'où vient ce consensus apparent ?**

**J.-C. B :** La France a eu une activité diplomatique forte pour soutenir sa position et a rallié à une déclaration, certes vague, mais de principe de soutien à une PAC forte, un grand nombre d'États membres. Le retour sur les vellétés de considérer l'agriculture comme un secteur parmi d'autres a été favorisé par la crise alimentaire. À l'inverse, l'Angleterre était occupée à faire autre chose du fait de la crise financière, et elle n'a donc pas pu rassembler autour d'elle d'autres pays membres.

Cela dit, les dissensus risquent de réapparaître dès lors qu'on commence à parler argent. Là, je doute que le gouvernement britannique, qui regroupe un noyau important d'eurosceptiques, pires que sous Thatcher, accepte sans condition de maintenir sa contribution. Il finira sans doute par accepter, moyennant son chèque de ristourne. Restera la Suède qui a également demandé un réaménagement de sa contribution.

**Alors, impact redistributif ou pas ?**

**La redistribution des aides dont parlait A. Massot Marti contribue-t-elle à pacifier les débats ?**

**J.-C. B :** Je ne partage pas le point de vue d'Albert lorsqu'il dit que la réforme de la Pac va dans le sens d'une redistribution. Cela sera vrai entre les États membres, même si le texte de la Commission est plutôt restrictif en la matière. En revanche, à l'intérieur de chaque État, je me demande pourquoi on fait semblant de présenter cette réforme comme ayant un impact redistributif, car il y a longtemps que la distribution des aides ne relève plus du champ communautaire ; prenez le cas du règlement 73/2009<sup>1</sup> : si un État utilise tous les articles qui instaurent des dérogations, c'est-à-dire des exceptions à la règle, il fait ce qu'il veut des aides du 1<sup>er</sup> pilier. En France, Michel Barnier en a réattribué une partie – plus d'un milliard sur les six milliards au total – mais on pouvait aller facilement jusqu'à 3,5 milliards... C'est donc une question nationale. Ainsi, la fin des références historiques n'est pas un problème communautaire, mais un problème français ! Si la France n'y a pas mis fin, à l'inverse d'autres pays comme l'Allemagne, c'est parce qu'elle n'en a pas les moyens ou la volonté politiques.

**A. M. M :** Si, il y a redistribution parce qu'il y a trois niveaux différents de soutien. Premier niveau : les aides au revenu seront basées sur des régions économiques ou des systèmes de production et le cadre communautaire est nécessaire pour pousser tous les pays qui ont fait le choix de maintenir les références historiques à aller vers le modèle régional, qu'ont déjà adopté l'Allemagne, l'Angleterre, le Danemark... C'est un des objectifs de cette réforme. Deuxième niveau d'aides, les biens publics environnementaux, qui sont pour l'instant intégrés dans le paiement unique.

Ce type de soutien variera selon les exploitations : certaines pourront satisfaire à ces contraintes, d'autres pas. Enfin, un troisième niveau d'aides est proposé : il consiste en un soutien spécifique dans les zones défavorisées. Les exploitations qui sont situées dans ces zones bénéficieront d'une aide supplémentaire.

Il y a donc redistribution. certes encore modeste en 2014, mais qui devrait bénéficier d'une progressivité.

**J.-C. B :** Reste qu'on nous présente cette réforme comme nous obligeant à faire des choses qu'en fait, nous avons le droit de faire... La seule logique que j'y vois c'est que notre gouvernement a demandé à la Commission de nous forcer à faire quelque chose qu'on aurait pu faire mais qu'on ne fait pas.

**Que pensez-vous de la proposition de la confédération paysanne, reprise par le Comité économique et social, concernant l'instauration d'une aide forfaitaire décollée en faveur des petites exploitations, calculée en fonction du travail humain ? Il y aurait là un effet redistributif...**

**J.-C. B :** A la demande d'Albert pour le Parlement européen, nous avons mené une étude assez importante sur les modalités possibles de redistribution des aides avec des scénarios très ouverts, intégrant cette proposition de la Confédération. Il s'avère que si les aides sont basées sur l'Unité de travail humain (UTH), des effets pervers apparaissent, se traduisant par une redistribution des aides qui partent des régions d'élevage extensif pour aller sur des zones de viticulture ou de maraîchage employant beaucoup de main-d'œuvre. Aussi, arrivés au chiffrage de cette proposition, étions-nous un peu embêtés. Nous avons opté pour un compromis, en proposant une aide unique par hectare avec des plafonnements par travailleur. Par ailleurs, je dois dire que je me méfie de cette philosophie qui fait que les « petits » seraient nécessairement vertueux. Je ne vois pas de rationalité particulière à leur réserver les aides. Les aides doivent aller là où il y a un service rendu à la société, autour du concept de « bien public ».

<sup>1</sup> – Règlement du Conseil du 19 janvier 2009, établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs dans le cadre de la politique agricole commune.

## Nouvelle démocratie, nouvelles coopérations. Le cas de la Tunisie.

**En 2010, les 16es Controverses de Marciac étaient consacrées à la Méditerranée et nombre d'intervenants avaient appelé à plus de démocratie et plus de liberté de mouvement pour les individus. Depuis, les révolutions du monde arabe se sont mises en marche. Alors que dans le même temps, les pays européens sont à leur tour dans une sorte de repli et de crise, quelles vont être les conséquences de ce télescopage des histoires ?**

### LES INTERVENANTS

#### Ali ABAAD

Après un doctorat en économie agricole obtenu en Belgique, Ali Abaab a été successivement chef du Département de recherche en sciences économiques et sociales et Directeur de la Vulgarisation et des Projets de Développement à l'Institut des Régions Arides de Médenine (1978-1992). Il a ensuite travaillé à l'ICRA de Wageningen (Pays-Bas, 1994) et à l'Institut Agronomique Méditerranéen du CIHEAM à Montpellier (1992-1995) en tant qu'enseignant-chercheur associé. Il a en outre assuré les fonctions de chargé de la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la coopération internationale entre 1995 et 2004 au Secrétariat d'État à la Recherche Scientifique et à la technologie et d'expert GIZ auprès du Ministère de l'environnement et du développement durable dans le cadre d'un projet de coopération tuniso-allemande (2004-2008).

Ali Abaab a été membre de la Commission de la Science et de la Technologie au Service du Développement (CSTD) du Conseil Économique et Social des Nations Unies (1999-2002), Membre du bureau du Comité des Ressources Naturelles, de la Science et de la Technologie (CRNST), et il est le fondateur de trois réseaux de recherche sur les questions de développement économique, agricole et rural en Méditerranée. Enfin, il est membre de plusieurs groupes et associations de la société civile issus de la Révolution tunisienne du 14 janvier 2011, militant pour le développement durable et pour le renforcement du processus de la transition démocratique du pays.

#### Mohamed ELLOUMI

Spécialiste des politiques agricoles et du développement rural, mais aussi du secteur laitier, Mohamed Elloumi élargit ses travaux à l'ensemble du Maghreb. Il a ainsi dirigé la rédaction de l'ouvrage « *Modernisation et sociétés rurales en Méditerranée. États, société civile et*

*stratégies des acteurs* » (2002, Édition Karthala). Il a également codirigé, l'année suivante, l'ouvrage collectif « *Bouleversements fonciers en Méditerranée: des agricultures sous le choc de l'urbanisation et des privatisations* », chez le même éditeur. Dernièrement, il a participé à la direction de l'ouvrage « *Développement rural, environnement et enjeux territoriaux. Regards croisés Oriental marocain et Sud-Est tunisien* » (Cérès. Éditions, Tunis, 2010).

Reste qu'il y a bel et bien un avant et un après la révolution tunisienne, celle-ci permettant de remettre à plat les enjeux et de relever les défis d'une nouvelle politique agricole. C'est dans ce sens que Mohamed Elloumi a organisé, en mai dernier, avec d'autres chercheurs dont Ali Abaab, un séminaire spécifique: « *Quelle politique agricole pour une transition démocratique en Tunisie ?* », journée co-organisée par l'Inrat et l'Association pour une agriculture durable (Apad).

Notons que Mohamed Elloumi est intervenu dans le cadre des 16<sup>es</sup> (*La Méditerranée au cœur de l'Europe: sonder les fractures, dévoiler les failles, révéler les accords*).

### TABLE RONDE

**Mission Agrobiosciences: Depuis qu'ils ont mené le 14 janvier 2011, la « Révolution de la dignité », quels défis attendent les Tunisiens? Quel modèle de développement est envisageable? Comment cela va-t-il bouleverser les coopérations avec l'Europe?**

**Mohamed Elloumi.** C'est vrai, j'étais présent à Marciac en 2010 et je n'imaginai pas qu'un an après nous aurions vécu un tel changement historique, aussi profond, aussi rapide. Tout est à faire et à construire. Aujourd'hui, avec un peu de recul, nous pouvons revisiter le déroulement des événements. Mohamed Bouazizi s'immole par le feu le 17 décembre 2010 à Sidi Bouzid. C'est ce qui a mis le feu aux poudres. Sidi Bouzid est une région rurale profonde qui, en 50 ans, est passée du pastoralisme à l'agriculture irriguée et à l'arboriculture. Ce changement a commencé avec la colonisation, puis s'est accéléré sous la Tunisie indépendante. La Révolution est bien partie de ce milieu rural, alors que la « révolte du pain » de janvier 1984 en Tunisie ne s'est pas traduite par une révolution. Quant à la crise de 2008, le régime a su y répondre en subventionnant les produits alimentaires par peur des urbains: le modèle agricole était conçu pour le consommateur et contre le producteur. Au final, c'est peut-être la mauvaise gestion de la crise des produits alimentaires, en 2008, qui s'est répercutée de manière très négative sur le milieu rural, qui a été un élément déclencheur de la crise de 2010.

Bien sûr, il y a eu aussi des débuts de révolte dans le bassin minier de Gafsa ainsi que des mouvements dans certaines villes tunisiennes, mais pour la première fois un mouvement d'origine rurale a eu une résonance nationale. Au-delà de la crise économique et du chômage des diplômés notamment, il y a une crise profonde de confiance et de rapport du pouvoir à la société. Lors de la journée du 14 janvier 2011 à Tunis, toutes les catégories sociales étaient dans la rue, du directeur de banque au professeur de l'enseignement supérieur, en passant par

l'ouvrier... Ces personnes ne demandaient pas de meilleures conditions de travail. Elles revendiquaient plus de liberté, une meilleure gouvernance et de débarrasser du pouvoir la mafia de prédateurs qui, au cours des dernières années, s'est accaparée l'économie du pays, morceau après morceau. Beaucoup d'écrits circulaient sous le manteau montrant que si cette mafia restait au pouvoir jusqu'en 2014, pratiquement 90 % de l'économie tunisienne serait entre ses mains.

Donc effectivement du jour au lendemain, nous avons chassé le dictateur et sa clique du pouvoir, mais tout reste à construire. Et cette construction de la transition démocratique est déterminée par le contexte et les spécificités historiques de la Tunisie. Il est important de mettre tout cela en perspective, par rapport aux événements qui se déroulent en Égypte, en Libye particulièrement, en Syrie et ailleurs.

**Ali Abaab.** Quelques éléments permettant d'expliquer pourquoi ça s'est passé en Tunisie. Je me souviens, quelques mois avant le début de la Révolution, beaucoup de gens disaient que ça allait arriver en Égypte ou au Maroc, mais pas en Tunisie, qui était considéré comme un pays relativement stable, au niveau de vie plutôt correct.

Mais avec le recul, on réalise que ce pays disposait de tous les éléments pour se révolter.

Le plus important à mon avis, c'est cette classe moyenne qui a été construite au cours des cinquante dernières années et qui a constaté que son pouvoir d'achat s'érodait à cause de cette mafia dont a parlé Mohamed, qui est apparue au cours des dix dernières années.

Cette classe moyenne est éduquée, dispose d'un niveau de vie moyen relativement correct. En son sein, la femme est libre – je ne reviens pas sur tout ce qui a été fait à l'époque de Bourguiba. Voilà pour moi l'élément qui a été le ferment, le déclencheur.

Deuxième point important, comparativement à la quasi-majorité des pays arabes, la Tunisie se distingue par quelques éléments. D'abord, c'est un petit pays, très homogène sur le plan géographique, un pays du littoral, où tout le monde se considère arabe, musulman, etc. La Tunisie ne connaît donc pas vraiment de problème de langue, d'ethnie ou de religion. Nous sommes pratiquement le seul pays qui n'ait pas ce type de problème d'ethnie ou de religion. Cela soude certainement.

Troisième point important, l'existence d'un État central, depuis Carthage. J'ai d'ailleurs été frappé quand le 14 janvier toute la population était dans la rue pour faire la Révolution, le 15, les gens sont retournés au bureau. Malgré les nombreux problèmes, la machine administrative continuait de tourner alors que le régime était tombé, que Ben Ali était parti et que de nombreux ministres s'étaient évaporés. Et le métro roulait C'est un point d'espoir.

**Cet événement est tout récent, il a six mois. Le pays est en phase de transition démocratique mais, également, en récession économique. D'après la Banque centrale tunisienne, différentes raisons expliquent cette récession, notamment les moindres exportations vers l'Europe, le**

**recul de l'industrie touristique, les mouvements sociaux qui revendiquent aujourd'hui de meilleures conditions de travail, sans oublier la guerre en Libye qui n'est pas sans conséquence sur l'économie de la Tunisie, en termes de tourisme et d'investissement. Dans ce contexte quels sont les premiers défis économiques et sociaux que la Tunisie va devoir relever ?**

**M. E :** Je suis d'accord avec Ali, mais il ne faut pas négliger la profondeur historique de 3000 ans de notre pays qui a abouti à l'identité arabo-musulmane et qui a commencé avec les Berbères, puis les Phéniciens, les Carthaginois, les Romains, etc. Les Tunisiens tiennent beaucoup à cette sédimentation historique et ce sera l'un des grands défis internes pour la Tunisie de reconstruire sans occulter ce ciment culturel: le débat pourrait bien se déplacer des problèmes fondamentaux - économiques, de participation, de gouvernance, etc.- qui ont été au cœur de la Révolution, vers des problèmes identitaires.

Nous sommes en période de transition démocratique. Les deux premiers mois ont été vraiment très difficiles, car nous n'avions même pas d'agenda politique. Depuis la formation du gouvernement du Premier Ministre Béji Caied Essensi, nous disposons d'un calendrier. Cela ne veut pas dire que nous avons les solutions... Le 23 octobre 2011 se tiendra l'élection d'une Constituante qui planchera sur une nouvelle Constitution en signe fort de rupture avec le passé. La première Constitution de 1956 était plutôt bonne, mais elle a été rafistolée au fil des ans à la mesure du régime. Ensuite, concernant la dimension économique, c'est vrai, il faut remettre de l'ordre. Mais quand je vois que certains pays qui n'ont pas fait de révolution sont en récession économique avec des pertes de -3 à -10% du PIB, j'estime que, avec -3% sur les trois premiers mois et une prévision de 0 %, nous réalisons un exploit<sup>1</sup>.

Personnellement je suis prêt à perdre 10 ou 20 % de mon salaire pour avoir vécu ce que je suis en train de vivre, parce que cela n'a pas de prix. Je pense que les problèmes économiques sont secondaires. Nous avons ouvert la boîte de Pandore avec ce défi interne à la clé: si au départ les revendications étaient plutôt à caractère politique, aujourd'hui elles s'orientent davantage vers des demandes sociales, parfois impossibles. La Tunisie a 500 000 chômeurs dont 150 000 diplômés du supérieur. Pour eux, la Révolution doit être synonyme d'emploi. Reste que créer de l'emploi avec 0 % de croissance va être difficile.

Quant au tourisme, il représente le lien entre l'international et le national. Les médias algériens mènent une campagne de désinformation contre la Tunisie. Ils ont parlé de rapt, etc., mais c'est complètement faux! Je comprends que le tourisme ne soit pas du militantisme, mais la Tunisie a beaucoup souffert et tous ces événements, mis bout à bout par la presse, finissent par faire peur. Mais les choses rentrent dans l'ordre. Les dernières semaines ont été si calmes que cela nous a inquiétés. Trop calmes pour un pays en révolution!

1 – Finalement la croissance du PIB 2011 a été de -1,80%.

**A. A :** Pour nous l'international, c'est vraiment l'enjeu majeur. Pour ma part, j'étais beaucoup plus angoissé pour l'Égypte que pour la Tunisie parce que, pour nous, l'Égypte est la clé du monde arabe<sup>2</sup>. J'ai été vraiment soulagé le jour où Moubarak est parti et où l'Égypte s'est libérée, car nous étions isolés et cela représentait un risque majeur. Plus largement, à l'échelle de l'Afrique du Nord, nous ne pouvons pas vivre entourés de régimes défavorables à ce qui se passe dans notre pays. J'espère ainsi que la Révolution libyenne va vite se régler car la Libye est une affaire interne à la Tunisie. Je suis originaire du Sud de la Tunisie : nous parlons la même langue, mangeons les mêmes plats. La Libye c'est capital pour la Tunisie. Cela va mettre également la pression sur le régime algérien dont le système sera encore un peu plus isolé – puisque le Maroc évolue aussi. Enfin, l'Algérie pourrait régler le problème du Sahara occidental, qui reste un enjeu majeur pour la Tunisie. Alors, nos pays pourront dialoguer correctement avec le reste du monde et leurs partenaires.

**Venons-en à l'agriculture... Le 16 mai dernier, vous avez organisé une journée de réflexion<sup>3</sup> consacrée à la politique agricole pour une transition démocratique en Tunisie. Quelles en sont les grandes conclusions? Rappelons aussi que le monde rural tunisien connaît une très forte paupérisation et que vous n'êtes pas à l'abri d'importantes sécheresses...**

**M. E :** Le modèle agricole tunisien est en crise, c'est avéré, même s'il y a un flou sur les données et les statistiques. Au fil de ma carrière de chercheur, j'ai eu d'ailleurs du mal à mener des enquêtes, pour des problèmes budgétaires. Étant ruraliste, je m'en suis voulu d'avoir été surpris par cette révolution. Cela nous a poussés à réfléchir sur le secteur agricole. L'autre dimension qui a motivé l'organisation de notre groupe de réflexion, c'est l'absence d'alternative. Les partis politiques actuels n'ont pas un discours cohérent sur le secteur agricole, pas d'analyse sur l'ancien modèle de développement agricole et leurs propositions sont parfois fantaisistes. Nous nous sommes dit que notre contribution à la reconstruction serait celle-là. Nous avons donc commencé à partager un diagnostic. En gros, malgré quelques réalisations du secteur agricole tunisien, avec une balance agricole relativement équilibrée ou parfois excédentaire, une amélioration de la couverture des besoins alimentaires essentiellement par les produits nationaux, le modèle est à bout de souffle. Pourquoi? Parce qu'il a été basé sur la mobilisation excessive des ressources, sur un *dumping* au niveau des prix, défavorisant les producteurs et favorisant les consommateurs, et une exportation de certains produits comme les dattes ou l'huile d'olive, qui ont un avantage naturel. Ce modèle-là a atteint ses limites. La population rurale se paupérise et les ressources naturelles se dégradent de manière alarmante. Il est urgent pour nous de contribuer, au moins, à donner les contours d'un modèle alternatif. L'ancien modèle basé sur la mobilisation des ressources naturelles – 80 % des ressources en eau sont allouées au

secteur agricole – n'est pas tenable parce que le tourisme, l'urbanisation et l'industrie se développant ont besoin d'eau. Le secteur agricole n'est pas concurrentiel sur l'usage de l'eau. Dès lors, quelles sont les alternatives agronomiques, économiques, écologiques pour sortir de ce modèle? C'est un chantier immense auquel nous voudrions contribuer au sein d'une coopération renouvelée...

**L'an passé, lors des Controverses de Marciac, nous avions déjà évoqué la coopération entre le monde européen et le bassin méditerranéen. Qu'est ce qui a changé dans ce rapport de coopération depuis un an?**

**M. E :** L'éventail des possibles est plus important. Les opportunités sont plus importantes de part et d'autre. Le contexte a complètement changé. La société civile est en forte émergence; elle devient un acteur important. Avant, quand nous voulions monter des projets de coopération décentralisée, par exemple, nous avions du mal à trouver des partenaires. Dans le prolongement des propos d'Ali, il faut revoir le contexte international, renégocier ces accords pour une coopération renouvelée, davantage équilibrée au bénéfice des uns et des autres.

**Ali, vous avez une vision assez dure sur la question de la coopération telle qu'elle a été menée jusqu'à aujourd'hui, entre l'Europe et le Maghreb.**

**A. A :** Oui. Après la Révolution, la Tunisie a reçu presque chaque jour des délégations de toutes sortes, mais toutes sont venues avec les poches vides. Nous comprenons que l'Europe, avec ses problèmes de budget, connaît une situation difficile. C'est la première fois que je me considère comme un citoyen libre et c'est grâce à cette citoyenneté retrouvée que les gens revendiquent leur droit à participer, y compris à la négociation de la coopération. Un exemple. Sous l'ancien régime, la Tunisie est le premier pays à avoir signé l'Accord d'Association<sup>4</sup>. Moi, citoyen, je n'ai jamais participé à cela, je n'ai jamais été consulté sur ce qui a été mis dans cet accord. Mais à une époque, j'étais au ministère de la Recherche et je travaillais avec. Nous avons donc subi un accord et nous n'avons pas eu de droit. Premier point donc : en tant que citoyens, nous devons pouvoir participer à une renégociation de ce partenariat. Deuxième point : aujourd'hui, la société civile émerge souvent portée par des personnes qui ont milité dans des organisations internationales. Nous sommes prêts à établir des

<sup>2</sup> – Lire à ce propos l'interview de Omar Bessaoud [http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id\\_article=2974](http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2974)

<sup>3</sup> – En 2012, ce groupe de réflexion s'est transformé en une association nommée : « Le Forum Agriculture Ruralité »

<sup>4</sup> – La Tunisie est le premier pays du Sud de la Méditerranée qui a signé un Accord d'Association avec l'UE en 1995. Cet accord constitue le cadre juridique de la coopération et du partenariat entre l'UE et la Tunisie. Source : Europa. [http://eeas.europa.eu/delegations/tunisia/eu\\_tunisia/political\\_relations/agreements/index\\_fr.htm](http://eeas.europa.eu/delegations/tunisia/eu_tunisia/political_relations/agreements/index_fr.htm)

coopérations avec nos amis du nord de la Méditerranée, car cela aiderait le rapprochement des peuples et un nouveau partenariat.

Troisième point important : quand je travaillais au ministère de la Recherche, j'ai participé à la préparation et à la négociation de l'Accord en matière de science et technologie entre la Tunisie et le commissaire Busken. Mais cet accord que nous avons signé est pratiquement resté lettre morte. Sachant que de nombreuses possibilités sont désormais fermées, je pense que l'une des voix les plus prometteuses est la science et la technologie. Pour moi, ce sont les domaines prioritaires qui permettront d'avancer ensemble.

**Prenons Desertec<sup>5</sup>, le projet qui consiste à couvrir une partie du Sahara de panneaux photovoltaïques pour approvisionner notamment l'Europe en électricité... Longtemps, la coopération a été organisée dans une division internationale du travail sur le modèle « nous délocalisons, vous avez des salariés à bas prix ». Je pense que vous ne voulez plus de cela. Pensez-vous par exemple reposer les bases de la coopération par la re-maîtrise de la science et de la technologie? Comment imaginez-vous les partenariats, avec qui, sous quelles formes?**

**M. E :** C'est une question complexe à laquelle nous ne pouvons pas entièrement répondre. Mais, en gros, il y a deux temps de la coopération. Un temps de la transition démocratique, durant laquelle nous reconstruisons tout et où nous nous servons des expériences des autres pays. Quand nous avons organisé la journée du 16 mai, nous avons invité un ami portugais et un Espagnol. L'expérience de ces deux pays, même s'ils sont lointains par la distance, la culture, l'histoire, a été d'un apport très important. Bien sûr, les partis politiques sont très jaloux que des observateurs soient conviés pour les élections. Que l'on demande à l'Union européenne ou à toute autre organisation de venir nous aider pour l'organisation des élections, et ils y voient une immixtion dans les affaires intérieures. Mais je pense qu'au-delà de cette susceptibilité à fleur de peau, il existe des terrains de coopération dans le domaine de la transition démocratique puisque nous devons tout réinventer. Certains s'étonnent qu'on ait trouvé le bon chemin par tâtonnement.

Autre dimension, le temps long pour le secteur agricole, et bien d'autres. Vous avez cité l'exemple de Desertec. Je pense que c'est le modèle à bannir. Effectivement, nous avons du soleil, mais si nous installons un champ de panneaux photovoltaïques pour le capter et vous envoyer l'énergie, nous resterons dans l'ancien modèle. Et je le refuse, car derrière ces transferts-là, comme le dit Ali, il y a de la science, de la technologie et de la recherche que l'on peut faire. Notre révolution a été portée en premier lieu par des diplômés au chômage - 150 000 diplômés du supérieur.

**Sur la définition d'un nouveau modèle qui doit être plus durable, en agriculture notamment, et équitable pour la société, comment rester dans la mondialisation sans tourner le dos à la coopération internationale?**

**A. A :** De toute façon, la Tunisie a toujours été un pays ouvert. Il a toujours été dans la mondialisation. En tant que chercheurs, nous disons que le modèle tunisien est à bout de souffle, non seulement pour la question agricole mais dans tous les domaines. Nous avons le devoir de nous développer différemment, d'aller vers la science et la technologie, car c'en est fini de toutes les rentes obtenues au moment de l'indépendance, y compris celle d'exporter la main-d'œuvre. Notre pays a donc besoin d'un développement et d'une coopération différents basés sur la science et la technologie au sens large.

J'ajouterais que la coopération décentralisée est un point très important parce que la régionalisation va être inscrite dans la Constitution. Autrement dit, ce que nous appelons les gouvernorats ou les régions seront démocratisés et porteurs de dynamiques de développement. Et les opportunités seront énormes pour une coopération décentralisée réelle entre les acteurs.

**M. E :** Quand j'analyse le développement de l'agriculture tunisienne, nous avons réalisé quelques « performances » que j'explique principalement par l'orientation vers le marché intérieur de la production agricole tunisienne et le développement d'une classe moyenne, qui a permis à une certaine production de trouver un marché rémunérateur (tomates, oranges...). Et il a été démontré qu'il était plus rentable, pour les agriculteurs tunisiens, de vendre sur le marché intérieur que d'exporter vers l'Union européenne avec ses fenêtres déconnectées de la réalité du calendrier agricole tunisien. Sans oublier que la Tunisie est un pays aussi exportateur pour certaines productions sur lesquelles il a un avantage comparatif historique : nous avons une oliveraie qui date de l'époque romaine, qui a été développée pendant la période coloniale, qui s'est ensuite encore développée.

Personnellement je pense qu'en n'obéissant pas complètement aux injonctions de la Banque mondiale et du FMI, même le régime de Ben Ali a un peu sauvé le secteur agricole. Finalement, notre politique agricole devrait être orientée vers un marché intérieur pas entièrement déconnecté du marché international, car nous avons besoin d'être insérés dans les échanges. Reste à trouver la bonne place du curseur entre une agriculture au service du développement, basé sur un contrat social à renégocier entre le consommateur et le producteur, et une certaine ouverture sur le marché international.

<sup>5</sup> – [http://fr.wikipedia.org/wiki/Projet\\_Desertec](http://fr.wikipedia.org/wiki/Projet_Desertec)

## Des marges de manœuvre sont possibles.

**L'économiste et membre du Conseil d'analyse stratégique et scientifique de la Mission Agrobiosciences Lucien Bourgeois était invité, le 4 août, à faire la relecture de la première journée. Crise économique, faiblesse de la trame communautaire, dettes des États... Dans ce noir tableau, Lucien Bourgeois tente de faire la part des choses.**

Les organisateurs de ces 17<sup>es</sup> controverses ont voulu ouvrir le champ des questionnements et sortir la PAC du débat « agricole-agricole » habituel. Le titre était clair : L'Europe, l'agriculture et le citoyen. Le sous-titre précisait « La future PAC à l'épreuve des grands bouleversements du Monde ». Cela a donné de l'air en élargissant dans trois directions, le Monde, le reste de l'Europe et l'économie générale.

### Prendre du recul pour mieux comprendre

Puisque la période estivale est souvent une période fertile pour acter des décisions politiques et économiques désagréables<sup>1</sup>, il était judicieux de commencer par parler de la crise économique et de ses conséquences sur la construction européenne. La première table ronde nous a rappelé qu'une monnaie unique sans coordination efficace des politiques économiques pouvait conduire à de grandes difficultés. L'Euro est à la fois une solution et un problème pour les pays de la zone concernée.

La PAC n'est pas une affaire entre chacun des pays et Bruxelles. Elle est œuvre commune et il importe de mieux connaître les motivations de tous nos partenaires. On a mieux compris avec l'intervention de Tom Lines la distance qui nous sépare de l'opinion dominante au Royaume-Uni. Les témoignages sur la Hongrie, la Grèce, la Belgique et l'Espagne nous ont permis de mieux appréhender une diversité interne à l'UE. Elle n'est pas un pré carré isolé du reste du Monde. Il était important enfin que l'on parle de la Tunisie, de la Syrie. Ces pays sont très proches. Mais il est important aussi de comprendre les évolutions en cours aux États-Unis. Il est irréaliste de penser une nouvelle PAC qui ne prenne pas en compte les rapports méditerranéens et les rapports avec les États-Unis.

### Ombres et lumières de la Pac et de la construction européenne

Citons quelques éléments remarquables des discussions entendues. Commençons par les points positifs. Michel Foucher a raison de nous rappeler que l'UE a bien réussi son rôle historique de rassembler les pays d'Europe centrale après l'implosion de l'Union soviétique. Jean-Christophe Bureau a montré que le gouvernement français peut entreprendre de nombreuses réformes sans attendre des décisions improbables des 27 pays de l'Union. Marie-Hélène Aubert et François Purseigle ont illustré l'extraordinaire inventivité des agriculteurs pour trouver des solutions techniques, commerciales ou structurelles à leurs problèmes. Alex Miles a parlé de l'incroyable progression des marchés fermiers même aux États-Unis que l'on croyait être le temple des producteurs de matières premières!

N'oublions pas quelques points négatifs relevés aussi par les intervenants : Philippe Martin a fait remarquer que désormais les présidents des agences de notation ont plus de pouvoirs que les Présidents de la République! Jacques Le Cacheux et Michel Dévoluy ont montré les dangers d'un Euro sans politique économique concertée. Jean-Christophe Bureau a insisté sur le rôle contre-productif des aides aussi bien pour la compétitivité commerciale que pour la répartition des revenus et Jacques Berthelot a regretté qu'on n'utilise pas davantage les aides pour promouvoir l'emploi.

### Aider à retrouver des marges de manœuvre

Cette première journée illustre bien le rôle fixé à la Mission Agrobiosciences et explique pourquoi j'ai accepté de faire partie de son Conseil scientifique. La science ne doit pas être invoquée pour imposer des choix sociétaux inacceptables. Elle doit servir à ouvrir des voies nouvelles. Margaret Thatcher avait l'habitude de dire « *There is no alternative* ». Nous pensons, au contraire, qu'il y a toujours des marges de manœuvre possibles. Mais cela suppose des débats pour en discuter, des processus démocratiques pour en décider et des gouvernements qui mettent en œuvre les stratégies ainsi élaborées. Cela suppose de sortir du cadre néolibéral qui nous fait croire que moins les politiques interviennent, mieux l'économie se porte! La crise actuelle montre au contraire que les marchés ne peuvent remplir leur rôle que dans un cadre stabilisé par la puissance régulatrice des États.

Il est donc important d'offrir des espaces pour le débat car trop de personnes perdent actuellement leurs points de repères. Les commentaires sur l'actualité font penser à la Chanson de Jacques Brel sur la bêtise. « Mais dis-moi comment fais-tu / Pour tisser de tes mains / Tant de malentendus / Et faire croire au crétin / Que nous sommes vaincus ».

<sup>1</sup> – En Août 1961, l'érection du Mur de Berlin, en Août 1971, le décrochage du dollar de l'or...

Rappelons la grande originalité de la Mission qui est de savoir allier culture et débat. Ce colloque se tient dans le cadre du festival de Jazz de Marciac et il ne se concevrait pas sans les Bataclowns qui ironisent sur les doctes propos. L'art et la culture sont indispensables pour faciliter le débat et l'imagination. Ce sont là les méthodes de la Mission Agrobiosciences et elles s'avèrent efficaces.

### Savoir distinguer les vessies et les lanternes

Les débats actuels sont difficiles car l'information est partielle, à court terme et souvent insuffisante. Rares sont ceux qui se souviennent de ces faits qui devraient être connus de tous :

- L'UE reste la première puissance économique de la planète avant les États-Unis et avec un PIB deux fois plus important que celui de la Chine.
- Les déficits budgétaire et commercial américains sont relativement beaucoup plus importants que ceux de la Grèce et devraient inquiéter plus que ceux de ce petit pays.
- Actuellement, un kilo de céréales sur six produit dans le monde est utilisé pour des besoins industriels et cela a plus de conséquences sur la volatilité des prix que les importations toujours infimes de la Chine.
- La famine du Darfour aurait pu être atténuée si l'UE n'avait pas commis l'erreur de supprimer ses stocks pour des raisons budgétaires.
- L'aide alimentaire aux plus pauvres concerne 40 millions de personnes aux États-Unis et leur coûte 100 milliards de dollars au moment où l'UE s'apprête à réduire cette ligne budgétaire en la passant de 500 millions d'Euros à 100!
- On dit que certains pays comme l'Égypte ne parviendront jamais à assurer leur sécurité alimentaire alors que ce pays a le même ratio de terres cultivables par habitant que la Chine qui a parfaitement réussi en ce domaine.

### L'Europe aux abonnés absents

La crise économique et alimentaire semble fragiliser la construction européenne au profit de réactions nationales désordonnées. Jacques Le Cacheux émet l'hypothèse du syndrome grec trois siècles avant notre ère. Les pays européens pensent pouvoir vivre en profitant de leur richesse acquise sans avoir besoin de dominer le Monde. Souhaitons que l'UE ne soit pas dans la situation des gouvernants de l'Empire byzantin en 1453 qui préféraient parler du sexe des anges plutôt que d'améliorer la défense de la ville de Constantinople, assiégée par la puissance montante de l'époque, la Turquie. C'était l'époque où la Chine se repliait sur elle-même. La Chine s'est désormais ouverte au reste du Monde. Il ne serait pas interdit à l'UE d'élaborer une stratégie politique autonome et consensuelle en rapport avec sa puissance économique. Vaste objectif pour nos débats.

## L'avenir de l'agriculture passe par un ré-équilibrage de la filière.

Invité, aux côtés de l'économiste Lucien Bourgeois et de l'historien Jean-Luc Mayaud, à opérer la relecture des échanges de la première, le fonctionnaire européen Tomás García Azcárate ne mâche pas ses mots pour décrire le contexte économique actuel du secteur agricole : ce dernier traverse une crise des revenus. Majeure. Sans précédent. Et pour ce spécialiste de la PAC également membre du Conseil d'analyse stratégique et scientifique de la Mission Agrobiosciences, ce n'est pas en recyclant les vieilles recettes du passé (fixer des prix rémunérateurs...) que l'on résoudra le problème. Encore moins en versant dans le repli sur soi et la défense de son pré carré. La solution ? Rééquilibrer la filière. Explications.

Il y a un sujet qui, hier, a été évoqué avec force, plutôt lors des séquences de débat qu'au fil des interventions à la tribune, c'est la crise des revenus agricoles. Cette crise est sans précédent. Imaginez qu'en 2009, le revenu per capita dans le secteur agricole était d'une valeur similaire à celui de 1982!

Soyons clairs : exception faite des chômeurs, aucun secteur économique ne se trouve avec les mêmes revenus qu'il y a 15 ans, fort heureusement d'ailleurs. Comment expliquer que le secteur agricole soit dans une telle situation ? Si je rejoins le constat opéré par la salle lors des débats, je ne partage pas les raisons avancées pour l'expliquer.

### Le contexte a changé : nous devons faire avec

À mon avis, le problème de la crise des revenus n'est pas un problème de prix payé aux producteurs ; celui des céréales n'est pas mauvais - inutile d'insister là-dessus. Là où le bât blesse, c'est à mon sens du côté des coûts de production et des marges.

Je ne crois pas que fixer des prix rémunérateurs, ou encore renforcer la protection aux frontières, soient deux pistes de résolution de la crise que nous traversons actuellement. Si, véritablement, l'Union européenne était confrontée à un phénomène massif d'importations, le marché serait saturé : nous nous situerions dans une situation où l'offre

serait excédentaire et les prix très bas. Or, n'en déplaise à certains, les prix des viandes bovine, porcine, de la filière avicole et même du lait ne sont pas mauvais par rapport aux références historiques.

Par contre, les coûts de production, eux, sont bien supérieurs à ce qu'ils étaient par le passé. Conséquence : la marge, c'est-à-dire le différentiel entre le prix d'achat et les coûts de production - se rapproche dangereusement de zéro.

Ce nouveau contexte appelle donc de nouvelles solutions. Dès lors, croire que le salut passerait par un renforcement de la protection aux frontières ou une sortie du cadre de l'OMC est tout aussi illusoire et vain que souhaiter retrouver le Monde tel qu'il était avant que Christophe Colomb ne pose le pied aux Amériques. On peut considérer que la découverte de ce grand continent fut une erreur ; quoi qu'il en soit, nous devons composer avec.

Dans cette perspective, je crois sincèrement que nous avons su apporter à la Politique Agricole Commune les réformes nécessaires, en diminuant notamment le rôle de l'administration dans la gestion des marchés. Il fallait le faire. Souvenez-vous de l'année 1982 : les dépenses budgétaires explosaient alors que le revenu agricole s'effondrait. Les produits s'amoncèlaient. Lac de vin, montagne de céréales, massif de viande bovine étaient écoulés à bas prix sur les marchés extérieurs jusqu'à ce que la crise éclate, avec les États-Unis notamment. Le système avait montré ses limites.

L'erreur que nous - administration - avons commise, il faut l'admettre, a été de ne pas favoriser l'organisation des filières de producteurs alors que l'on réduisait parallèlement notre action dans la gestion des marchés. Ceci afin de faire émerger une organisation de la production à même de ré-équilibrer la chaîne alimentaire.

### Repenser l'organisation de la filière

J'aimerais ici préciser ce que j'entends par « ré-équilibrer la chaîne alimentaire ». Je ne crois pas à la lutte de classe entre l'acheteur, le fournisseur, et le client. C'est une vision du système que je récuse - j'y reviendrai. Pour autant, je ne pense pas qu'une filière qui s'engage dans une course folle aux prix bas puisse fonctionner à long terme. Tout simplement parce qu'elle conduit inévitablement à la ruine totale de tous les éléments de la filière, au premier rang duquel le producteur. Il n'est pas le seul concerné. En dépit de ce qui peut se dire, la grande distribution est, elle aussi, en crise. Elle ne fait pas de bénéfices pléthoriques comme semble penser certains. Telle est la perversité actuelle du système qui suit non pas une logique de génération de valeur mais de destruction. Lorsque vous achetez du lait à 45 cents le litre dans un supermarché, vous saignez les éleveurs. Ce n'est pas tant le prix d'achat ou le prix de vente qu'il faut remettre en cause mais le système lui-même et sa logique.

D'où la nécessité de ré-équilibrer la chaîne, d'ajuster les poids respectifs de chacun des acteurs - du producteur au consommateur - pour que le dialogue, les négociations s'opèrent plus d'égal à égal. Organisation et ré-équilibrage de la filière, transparence des prix et de la formation des

prix, tels sont les différents points qui composent la ligne de conduite dont l'Union européenne doit se doter. Les présidences française, espagnole et hongroise ont travaillé en ce sens. Mais, il faut le dire, à tout seigneur tout honneur, ce sont surtout les producteurs de lait qui ont amorcé le mouvement, avec leurs mobilisations de 2009 en démontrant toute l'absurdité du système. Quel intérêt peut-il y avoir à demander aux agriculteurs d'augmenter leur productivité, d'améliorer la qualité de leurs produits ou encore de réduire leurs coûts de production pour être plus compétitifs si, avant même qu'ils aient réussi à atteindre ces objectifs, la valeur ajoutée qui serait ainsi créée est immédiatement absorbée par la chaîne alimentaire ?

Nous devons trouver un juste milieu, sans pour autant abonder dans le sens contraire, en refusant par exemple le transfert de gain de productivité d'un secteur économique vers un autre. Il est somme toute logique que les améliorations de productivité générées dans un secteur économique bénéficient à l'ensemble de la société. Durant de nombreuses années, les prix agricoles ont augmenté moins que les prix alimentaires, et ces derniers moins que les prix généraux. Ceci signifie que la filière agricole a limité l'inflation, ce qui est une excellente chose pour l'ensemble de la société. Néanmoins, nous devons nous rendre à l'évidence et admettre que, tout comme en 1982, le système actuel a maintenant atteint ses limites. « *There is no more meat on the bone* », disent, de manière très imagée, les Anglais. Ainsi, si pendant des années, le revenu agricole a constitué un levier d'action pour réduire les tensions inflationnistes, il en est désormais incapable.

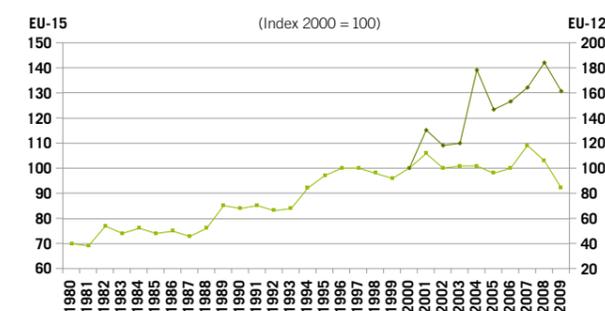
### Les clés du succès

En conclusion, l'un des indicateurs de succès de la prochaine réforme de la PAC va résider dans notre capacité à penser les questions de développement non pas de manière fragmentée - acteur par acteur - mais dans son ensemble. Je dirai même que cela implique d'inverser le regard porté et d'arrêter de penser les rapports entre les acteurs uniquement de manière frontale - la production contre les industriels ou contre les commerçants. Voilà pourquoi je ne crois pas à l'idée d'une « lutte des classes » appliquée à la filière agricole.

S'engager dans cette démarche doit par ailleurs permettre d'intégrer toute la diversité des types d'agricultures de l'UE. Nos amis hongrois ici présents ont rappelé le poids que représentent les agricultures de subsistance ou de semi-subsistance dans les nouveaux États membres. Par la taille des exploitations, de l'ordre d'un à trois hectares, ces agricultures ne pourront perdurer qu'en développant des actions conjointes. C'est par ce biais que nous pourrions résoudre le profond problème social qui existe en milieu rural dans les nouveaux États membres.

Serons-nous capables, avec la PAC de 2014, d'initier un mouvement commun ? Je l'espère. Car telles sont, à mon sens, les clés de la réussite, celles qui doivent permettre à la filière de sortir du cercle vicieux dans lequel elle se trouve et de retrouver la voie de production de la valeur ajoutée.

### Une crise du revenu agricole sans précédent...



En vert clair, le revenu per capita du secteur agricole dans les pays membres de l'UE avant l'élargissement de 2004 (UE 15) et depuis 1980.

En vert foncé, le revenu per capita du secteur agricole dans les nouveaux États membres de 2000 à 2009 : Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Hongrie, Slovaquie, Chypre et Malte (en 2004) ; Bulgarie et Roumanie (en 2007).